Nicaragua : analyses et documents sur le régime et les résistances

samedi 13 octobre 2018, par ABURTO Wilfredo Miranda, AIFARNIN, BALTODANO Mónica, Correspondant(es), Forum des journalistes indépendants contre la répression du régime orteguiste, Unité Nationale Bleue et Blanche (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2018).

Sommaire

- Le régime, la corruption (...)
- « L'orientation d'Ortega-Muril
- Manifeste de l'Unité Nationale
- « La recherche de l'unité dans
- La guerre du pouvoir contre
- « Attaques contre la liberté
- « Malgré l'assaut répressif
- « Les valeurs authentiques
- Quand le pouvoir organise
- Ortega organise un déploiement
- La guerre déclenchée par (...)
- Mise en perspective et conjonc

Le régime, la corruption et ses implications multiples

1.- Dans le gouvernement Ortega-Murillo règne la corruption, bien sûr. Ortega et Murillo veulent la dissimuler en la niant. Une fois au pouvoir, ils sont devenus corrompus et donc riches, de manière « inexpliquée ». La censure et l'autocensure – issue de la menace et de la complicité – ont facilité l'enrichissement mystérieux de nombreuses personnes. Il y a une peur de la critique, de montrer du doigt les fonctionnaires corrompus, mais en privé cela change et la parole, parfois, se libère.

2.- La corruption a conduit à un délitement de la confiance envers les institutions et le personnel de ces dernières, à l'érosion d'éléments démocratiques élémentaires et à une mauvaise gestion, sans transparence. Plus de sept citoyens sur dix considèrent que la moitié au moins des politiciens traditionnels sont corrompus. La corruption et la mauvaise « gouvernance » vont donc de pair avec la méfiance face aux institutions.

3.- Selon certaines estimations, le « coût » annuel de la corruption au Nicaragua équivaudrait à environ 10 % du PIB en 2017, soit 13'857,3 millions de dollars, montant qui pourrait être plus élevé si l'on tient compte de l'administration irrégulière de l'argent dans certaines entreprises publiques et entités décentralisées.

4.- Les estimations de l'ampleur de la corruption ne sont que la pointe de l'iceberg, car il s'agit d'un montant total que personne n'a jamais été en mesure d'estimer avec précision. Par exemple, la

plupart des petites et moyennes entreprises admettent qu'elles ont déjà dû verser un pot-de-vin pour gérer leur entreprise.

5.- De nombreux membres du parti orteguiste expriment une grande crainte face à la possibilité de perdre le contrôle du budget national, avec ses éléments de corruption. Ce sera la fin des privilèges généralisés placés sous la protection du pouvoir étatique. L'avènement de la démocratie doit signifier précisément la fin de ces privilèges.

6.- Le département du Trésor des États-Unis, par l'intermédiaire du Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN), a alerté les institutions financières américaines sur le risque croissant de transit ou d'entrée de « fonds provenant de la corruption politique au Nicaragua ».

7.- Le FinCEN a averti qu'il y a de bonnes chances que « des personnalités étrangères de haut rang, liées au président nicaraguayen Daniel Ortega, puissent réagir en percevant la possibilité d'un conflit social plus grave, de sanctions éventuelles ou d'autres facteurs, transférant dès lors des actifs de leurs comptes au Nicaragua ou situés ailleurs. »

8.- L'avis émis par le département du Trésor américain, par l'intermédiaire du FinCEN, indiquait également que ces actifs pouvaient être le résultat de « stratagèmes liés de corruption et que ces actifs pouvaient être envoyés sur des comptes aux États-Unis ou intégrés dans des mécanismes de blanchiment d'argent utilisant le système financier américain. »

9.- Les institutions financières ont été invitées à présenter des Suspicious Activity Reports (SARS – Déclaration d'activités suspectes) lorsqu'elles ont identifié un abus possible de fonds publics nicaraguayens ou de fonds qui pourraient provenir de la corruption politique associés à des personnalités politiques de haut rang liées au régime de Daniel Ortega et de Rosario Murillo.

10.- « Pendant des années, le président nicaraguayen Daniel Ortega et son gouvernement ont organisé des élections frauduleuses, réprimé la société civile et les médias indépendants et puisé de l'argent dans les coffres publics », a déclaré Sigal P. Mandelker, la sous-secrétaire au Trésor américain chargé du Terrorisme et du Renseignement en matière financière.

11.- « Le régime d'Ortega au Nicaragua est répressif et corrompu ; il a illégalement enrichi ses membres et ses collaborateurs, volant et privant les citoyens nicaraguayens des ressources et de l'argent qui leur appartiennent. En retour, ce régime commet des violations des droits de la personne huamine en réponse aux protestations des citoyens », a déclaré Kenneth A. Blanco, directeur du FinCEN (depuis août 2017).

12.- Cette mise en garde contient un message politique clair et aura des conséquences financières locales et régionales, car les banques devront renforcer encore davantage leurs contrôles pour qu'elles ne soient pas utilisées à des fins illicites par la nomenclature orteguiste. Cela s'ajoute à un ensemble de mesures juridiques qui est actuellement mis en œuvre au Congrès américain.

13.- C'est aussi une menace politique très forte pour le gouvernement Ortega-Murillo, car corruption massive il y a, et tout le monde le sait. L'arrivée des fonds divers (matériels et financiers) du Venezuela a permis l'enrichissement inexplicable des secteurs sociaux liés au gouvernement.

14.- Les membres du Congrès et les sénateurs étatsuniens continuent de travailler sur deux projets de loi : 1°le Nicaragua Investment Conditionality Act (loi nicaraguayenne sur la conditionnalité des investissements), connue sous le nom de « loi Nica » ; 2° la loi nicaraguayenne sur les droits humains et la lutte contre la corruption de 2018, connue sous le nom de « Magnitsky-Nica ». Cette dernière, si elle était adoptée, exercerait une pression économique sur le régime Ortega et punirait

tous ceux qui se sont rendus (et se rendent) coupables de corruption et de violations des droits humains.

15.- Tout indique qu'Ortega va devoir renoncer au pouvoir, parce qu'il n'a pas d'autre choix face au rejet de ladite communauté internationale, au maintien de la contestation sociale et à la crise économique. Dans cette situation Ortega a deux options : soit il s'assoit autour d'une table pour chercher une solution négociée [1] à la crise actuelle, ce que revendique la récente Unité nationale bleue et blanche (Unidad Nacional Azul y Blanco, constituée par 43 organisations) ; soit l'Organisation des États américains (OEA) cesse de reconnaître son gouvernement comme légitime et légal.

16.- Face à ces deux possibilités, des éléments clés du conglomérat économique construit ces dernières années autour du pouvoir du gouvernement Ortega-Murillo ont commencé à préparer une sortie pour protéger l'argent accumulé entre 2007-2018. Dans l'intervalle, le gouvernement Ortega-Murillo tentera de maintenir son contrôle gouvernemental, allant jusqu'à la limite maximale afin de chercher à gagner du temps pour transférer les actions des sociétés et transférer l'argent à l'étranger, hors de portée du système financier américain.

17.- Il existe un groupe d'avocats orteguistes qui ont formé une « Commission Spéciale » travaillant depuis trois mois pour établir des plans de restructuration et de changement des sociétés appartenant au groupe ALBANISA (Alba Petróleos de Nicaragua, S.A. qui est une société privée mixte, créée en 2007, dont 51% du capital appartient à PVDSA du Venezuela et 49% à Petronic : Empresa Nicaragüense de Petróleo S.A), de transfert d'actions, de changement de raison sociale [la dénomination sous laquelle est enregistrée une société auprès d'un registre du commerce], afin de dissimuler de nombreuses sociétés appartenant à l'Holding PDVSA et ALBANISA et de tenter d'éviter ainsi les effets de la Loi Magnitsky-Nica.

18.- Les « mouvements » ont été intenses, ces temps-ci, dans le Registre public du commerce du Nicaragua, ainsi que dans le Registre de la propriété, afin de rechercher la façon de placer de nombreuses propriétés et entreprises au nom d'hommes de paille. Il est important de noter que depuis août 2018 la Banque centrale du Nicaragua ne publie plus de données et que, depuis le 6 septembre, les statistiques sur les retraits de dollars des citoyens nicaraguayens ne sont plus publiées.

19.- Beaucoup d'argent est acheminé via le Panama vers l'Espagne et, de là, vers certains pays du Golfe persique, où des sommes importantes sont transférées dans différentes devises comme le rouble, le yuan, la roupie et autres.

Correspondant à Managua

• Article rédigé le 1er octobre 2018 ; traduction Réd. A l'Encontre publiée le 5 octobre 2018 : http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-le-regime-la-corruption-et-ses-implications-multiples.html

---

« L'orientation d'Ortega-Murillo obéit-elle à des choix de type pathologique ou

leurs intérêts vont-il dicter une négociation pour s'en sortir ? »

Il y a cinq mois, Ortega était omnipotent, omniprésent omni-existant ; il n'est plus omnipotent. Il a perdu des alliés dans des centres de pouvoir effectifs. Le mariage de type corporatiste avec le grand capital a été rompu ; il a perdu la rue ; il a perdu sa base sociale ; il s'est fait connaître à l'échelle internationale comme un despote, un meurtrier, un menteur, un violateur des droits de l'homme. Son pouvoir ploutocratique a été mis en évidence au même titre que les mécanismes de contrôle de toutes les institutions de l'Etat.

Mais deux questions relatives au gouvernement Ortega-Murillo sont le sujet de toutes les interrogations pour tout un chacun : 1° Personne ne peut être certain de la « date » à laquelle prendra fin le gouvernement Ortega-Murillo. 2° Le binôme veut rester au pouvoir à tout prix. Ortega-Murillo ont fait trois paris stratégiques pour survivre au pouvoir.

1° Mettre fin à l'existence de toutes les barricades, de tous les barrages et autres blocages routiers.

Ortega a obtenu ce démantèlement à la pointe des fusils d'assaut et grâce la répression, faisant des centaines de morts, des milliers de blessés, des centaines de prisonniers politiques ; avec un coût politique très élevé au plan international. Cependant, il n'a pas réussi à vaincre politiquement les protestations et n'est pas parvenu à empêcher la poursuite des mobilisations [2]. La stratégie d'Ortega vise à rester au pouvoir, en poursuivant la pratique des persécutions, des incarcérations et des assassinats – bien que les incarcérations deviennent une priorité – afin de disloquer les protestations et de faire taire les voix grâce à une politique de terreur [ce qui contraint des activistes à l'exil]. Cette logique conduit à une perte de la base sociale de l'orteguisme, à ne pas confondre avec le sandinisme. Son intérêt est de s'accrocher au pouvoir contre vents et marées, contre ce qui peut apparaître opposé au bon sens, à la raison et à la vérité des faits, enregistrés par diverses organisations de défense des droits humains, entre autres. Tout compte fait, cela ne fonctionnera pas. Il pourra se maintenir au pouvoir pendant un certain temps, mais la détérioration de l'économie va s'accentuer. La pauvreté et le chômage vont augmenter.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement Ortega-Murillo est inapte à gouverner, pas même sur la base de ses propres critères. Si les agences de notation accomplissaient leur travail, selon des normes strictement professionnelles, toutes lui attribueraient une note très négative. La véritable expertise du gouvernement Ortega-Murillo consiste à rendre public ce qu'il ne sait pas faire ! Il ne stabilise pas la situation ; il ne transmet pas un sentiment d'espoir ou de confiance ; et il ne parvient pas à consolider une économie efficiente. L'orteguisme-murillisme s'affirme comme sandiniste et se revendique d'un sandinisme qui n'en est pas un et qu'il n'est pas.

2° Eviter les sanctions internationales qui sont vraiment efficaces.

La répression brutale a permis à des secteurs de l'establishment politique américain et international de condamner ces actions. L'Organisation des Etats américains (OEA), le Conseil de sécurité des Nations Unies et la Commission des droits de l'homme des Nations Unies l'ont accusée de violer les droits fondamentaux des Nicaraguayens.

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH)ont présenté, le 27 septembre 2018, leurs rapports respectifs sur la « crise au Nicaragua » à la Commission des droits de l'homme du Congrès américain. La réunion s'est tenue à la demande de la Commission des droits de l'homme du Congrès étasunien, qui souhaitait obtenir des informations actualisées sur la situation.

La Commission sénatoriale des relations internationale des Etats-Unis a approuvé la loi portant sur « la conditionnalité des investissements au Nicaragua » (Nicaraguan Investment Conditionality Act), connue sous le nom de NICA-ACT et la loi de 2018 sur les droits humains et la lutte contre la corruption au Nicaragua.

Le NICA-ACT consiste à ce que le gouvernement des Etats-Unis se prononce contre les demandes de prêts internationaux adressées par le gouvernement nicaraguayen aux organisations financières internationales, à l'exception de prêts pour raisons humanitaires ou ayant pour but de « promouvoir la démocratie dans le pays ». Le but de la loi 2018 est que Washington applique des sanctions visant les membres du gouvernement nicaraguayen qui sont identifiés par les Etats-Unis comme responsables du meurtre de personnes ayant manifesté pacifiquement.

Les Etats-Unis cherchent – certes pas sans relation avec leur politique historique de domination en Amérique centrale ; mais ces initiatives présentes ne peuvent être appréhendées en faisant abstraction des pratiques de l'ensemble des organes répressifs au Nicaragua depuis avril 2018 et des exigences populaires – à « coincer » le gouvernement d'Ortega afin de l'obliger à mettre fin à la répression et à la violence que le régime a déclenchées contre les citoyens et citoyennes en utilisant ses « troupes de choc », ses groupes paramilitaires et sa police. Ils visent aussi à promouvoir des sanctions draconiennes afin qu'Ortega autorise des élections libres et transparentes comme l'exige une majorité populaire, institue l'indépendance des pouvoirs de l'Etat (en particulier le pouvoir judiciaire) et l'arrêt des diverses violences exercées contre les citoyens qui, simplement, veulent mettre en pratique leurs droits constitutionnels à la mobilisation civique et pacifique.

Avec les lois adoptées, les Etats-Unis peuvent appliquer des sanctions par le biais du contrôle qu'ils exercent sur les circuits bancaires et commerciaux. Tant que le Nicaragua ne disposera pas d'un autre *Swift* [3], c'est-à-dire d'un canal alternatif pour ses transactions commerciales avec le monde, autrement dit d'un système indépendant de transactions financières hors de portée du dollar et des banques américaines, les lois adoptées par les diverses instances états-uniennes (si elles sont appliquées) auront un impact catastrophique sur l'économie nicaraguayenne (ce qui minerait encore plus le pouvoir du régime Ortega-Murillo).

3° Obliger les entrepreneurs à un nouveau pacte social.

Malgré les pressions sur le capital financier et agro-exportateur au moyen de la promotion de saisies et occupations de terres [encouragées et organisées par le gouvernement, à la fois, dans un but de « négociation » et pour se créer une base sociale dans le secteur agraire] dans différentes régions du pays, le régime n'a pu faire plier des secteurs du grand capital, qui étaient ses alliés jusqu'au 18 avril 2018.

L'« élan nicaraguayen » passé dont le gouvernement Ortega-Murillo s'est vanté, avec un succès relatif à l'intérieur et à l'extérieur du pays, a pris fin et le momentum est au déclin. Les dirigeants d'entreprises et plusieurs leaders d'opinion politiques, anciennement proches du gouvernement, ont pris leurs distances. La crise de légitimité du binôme Ortega-Murillo, comme la réalité quotidienne ainsi que la répulsion provoquée par sa politique conduisent à cette faillite sociale, éthique et morale que nous subissons dans ce pays.

Si toutes vos hypothèses ne sont pas concluantes, la question à se poser est la suivante : que feront Ortega-Murillo pour rester au pouvoir ? A ce jour, il n'y a pas d'accord entre les anciens alliés (le grand capital et sa représentation) et le gouvernement. Et le régime ne veut pas non plus négocier une solution avec les auto-convoqués.

Un secteur d'analystes pense que le couple présidentiel est pathologiquement insensé et qu'il

entraînera le pays dans un désastre total. Une autre fraction pense qu'il pourrait changer ses priorités et négocier dans le but d'essayer de rester au pouvoir ou de conserver une part de son pouvoir sur la scène politique nationale.

Les risques concernent le pays pris dans son ensemble. Devons-nous « parier » sur leurs pathologies ou sur leurs intérêts ?

Dans le premier cas, la débâcle du gouvernement sera très profonde et peut-être irréversible. L'effet direct d'une répression tous azimuts a abouti à la perte désastreuse de sa base sociale. A tel point qu'il a dû recourir à des secteurs jusqu'ici socialement marginalisés (par sa politique) pour occuper des terres ou encore aux paramilitaires pour démanteler les barrages et tenter de recomposer une base sociale dans le secteur rural. Cependant, par la suite, il a dû commencer à « libérer » des terres occupées, appartenant à des grands propriétaires, afin de créer la possibilité de négocier avec des firmes de l'agro-exportation. Par conséquent, suite à ces oscillations, il a de nouveau perdu une fraction de sa base sociale, récemment captée. En outre, son assise sociale se rétrécit, de manière accentuée, sous les effets de la crise économique déjà présente et qui va accroître le nombre de pauvres et de chômeurs.

Selon la deuxième option mentionnée, il est possible que le gouvernement Ortega-Murillo tente de se recomposer en procédant à des réformes et en élisant de nouveaux fonctionnaires dans différents départements de l'Etat. Toutefois, nous ne devons pas nous tromper nous-mêmes : le pays est plongé dans une situation désastreuse. Le danger n'est autre que la possibilité d'une faillite, dans relativement peu de temps.

Partout dans le pays, nous pouvons établir le constat que le tissu social est déchiré et que le désespoir est profond. Les capacités productives, les activités autonomes de la paysannerie, les modalités saines de coexistence sociale et de socialisation ont été systématiquement détruites. La plupart des gens sont en crise profonde et luttent souvent pour leur survie. Des milliers de personnes ont dû quitter leur logement, leur quartier et leur communauté pour ne pas être arrêtées, harcelées et pour sauver leur peau, un peu au hasard, en prenant le chemin d'autres pays [comme au Costa Rica, où des réactions xénophobes, contre les réfugiés, se sont exprimées]. Le gouvernement Ortega-Murillo a donc peu de marge de manœuvre et devra négocier, sous une forme ou une autre, une issue à la crise.

Il y a quelques années, voyant l'obscénité des pratiques de la nomenclature pour conserver ses parts de pouvoir, un ami poète disait : « Nous sommes perdus dans les mains d'une folle au pouvoir, qui est une croix (hybride) d'arbre de Noël [allusion aussi aux « arbres de vie » géants qui obstruaient la capitale] et de corbillard. » Au fil des ans, je crains que cette métaphore géniale ne se réalise.

Cependant, j'ai tendance à croire que la solution qu'adoptera le binôme au pouvoir, sur le fil du rasoir, sera de préserver ses propres intérêts et de négocier. J'ai peur de me tromper parce que l'autre option serait un désastre pour le Nicaragua et son peuple.

Correspondant à Managua

• Article rédigé le 1er octobre 2018 ; traduction Réd. A l'Encontre publiée le 4 octobre 2018 : http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-lorientation-dortega-murillo-obeit-elle-a-des-choix-de-type-pathologique-ou-leur-interet-va-t-il-dicter-une-negociation-pour-sen-sortir.html

Manifeste de l’Unité Nationale Bleue et Blanche

Présentation à Managua du Manifeste « Unité nationale bleue et blanche »

Dans un résumé de la présentation de ce Manifeste – avant que 41 organisations diverses l’adoptent formellement – Monica Lopez Baltonado en présentait l’esprit et le contenu lors d’un entretien accordé à l’émission Esta Noche. Les lectrices et lecteurs peuvent s’y reporter en consultant l’article publié sur ci-dessous. (Rédaction A l’Encontre)

* * *

Unité Nationale pour la Justice et la Démocratie

La dictature du couple Ortega-Murillo, qui a conduit le Nicaragua à une grave crise des Droits humains en violant la Constitution et les lois, ne se maintient que par la violence et la répression. Les forces policières, paramilitaires, et de choc, ont soumis le peuple à un massacre qui, à ce jour, a causé l’assassinat de plus de 400 personnes, plus de trois mille blessées, un nombre indéterminé de personnes disparues, séquestrées, capturées, torturées et criminalisées, et plus de 347’000 emplois perdus.

Nous, les mouvements, organisations, forces sociales, politiques, et économiques, diverses et plurielles, qui dans tout le pays avons mené la résistance civique et pacifique contre ce gouvernement autoritaire, corrompu, népotique et criminel, rendons publique la fondation de l’Unité Nationale Bleue et Blanche, avec laquelle nous commençons une nouvelle étape d’organisation et de mobilisation pour la conquête de la liberté, la justice et la démocratie.

L’unité de toutes les forces est impérative pour continuer et approfondir la lutte afin d’aboutir au départ de la dictature et à la construction de la démocratie à laquelle nous aspirons. Cette unité marque une croissance de la résistance pacifique des citoyennes et citoyens, un renforcement de nos capacités de planification, coordination, organisation et réalisation d’actions de protestation et de dénonciation. Elles expriment clairement et catégoriquement que la majorité du peuple nicaraguayen rejette un régime dictatorial et répressif qui a commis des délits de lèse-humanité, pour lesquels leurs auteurs seront jugés.

Le Nicaragua vit une débâcle économique, qui est le produit de la répression du régime. Les secteurs les plus affectés sont le commerce, le tourisme, les hôtels et les services, les manufactures et la construction et c’est la base la plus fragile de la pyramide sociale qui est la plus touchée. Nous faisons nôtre l’engagement pour l’amélioration de l’économie, pour sa réactivation et pour revenir à une croissance en chiffres et en qualité de vie. Pas un emploi de moins, pas une vie perdue de plus !

Objectif

L'objectif principal de cette Unité Nationale Bleue et Blanche, c'est de construire un Nicaragua avec démocratie, liberté, justice, institutions constitutionnelles et respect des Droits humains. Pour y arriver, il est indispensable que les Ortega-Murillo quittent rapidement le pouvoir, par des voies démocratiques.

Principes et Valeurs

1. Ce qui nous unit, ce sont les symboles de la Patrie, et en particulier le drapeau national bleu et blanc.

2. Notre lutte est civique et pacifique.

3. La résistance pacifique est menée par les citoyennes et citoyens.

4. Nous soutenons l'engagement pour la liberté, la justice, la démocratie, le respect sans restriction des Droits humains et de l'Etat de Droit.

5. La transparence et l'honnêteté sont la base pour construire la confiance.

6. Le dialogue et la négociation sont les principes de base pour atteindre ces objectifs.

7. Nous assumons le respect de la diversité et de la pluralité des identités et la non-discrimination.

8. Nos relations sont horizontales, sans caudillisme, ni avant-gardisme.

9. Nous réalisons un exercice démocratique et de consensus dans notre prise de décisions dans tous les domaines de nos tâches et à tous les niveaux.

10. Notre désir, c'est que le Nicaragua croisse économiquement dans l'équité et la liberté.

Revendications urgentes

1. Un dialogue national pour accorder les termes et les conditions de la transition démocratique. Nous appuyons les évêques de la Conférence épiscopale du Nicaragua comme médiateurs et témoins ; et l'Alliance Civique pour la Justice et la Démocratie comme représentante de la société nicaraguayenne dans cette négociation. Nous sollicitons comme garants l'Organisation des Etats américains (OEA), l'organisation des Nations Unies (ONU) et l'Union européenne (UE).

2. Arrêt immédiat de la répression : menaces, harcèlement, agressions, disparitions et déplacements forcés, séquestrations, arrestations, violences sexuelles, viols, tortures, et assassinats de citoyens qui défendent leurs droits.

3. Libération immédiate des prisonnières et prisonniers politiques, fin de la criminalisation et poursuite pénale du droit à manifester, annulation de ces jugements, ainsi que dédommagement des victimes et personnes incarcérées.

4. Elections anticipées à court terme, municipales, régionales, et nationales, avec une Autorité électorale restructurées et des observateurs nationaux et internationaux qui garantissent des élections inclusives, plurielles, transparentes et contradictoires. Pour cela il faudra réaliser les changements légaux et institutionnels qui garantissent cela et permettent une large participation de partis politiques et alliances électorales avec leur propre identité.

5. Respect de la liberté d'association, de manifestation et d'expression des citoyens et citoyennes, ainsi que le respect du libre exercice du journalisme indépendant.

6. Arrêt des licenciements, intimidations, et représailles, qui frappent le personnel des services de l'Etat, et qu'on ne les oblige pas à exercer une activité politique de parti.

7. Arrêt des représailles gouvernementales contre les policiers qui refusent d'exécuter les ordres de réprimer les citoyens qui résistent pacifiquement à la dictature.

8. Action de l'armée en conformité avec ses fonctions établies par la Constitution et respectant les Droits humains.

9. Promotion d'un développement humain et durable.

10. Arrêt des attaques contre le secteur privé et organisations de la société civile accusées de pratiques terroristes.

Engagements

L'Unité Nationale Bleue et Blanche s'engage à promouvoir et défendre :

1. Qu'il n'y ait pas d'impunité des crimes commis par le régime Ortega-Murillo et que s'applique une justice de transition, basée sur la vérité, la justice, la réparation et la garantie de non-récidive. Pour contribuer à cet objectif, il faudra élargir le mandat du Groupe International d'Experts Indépendants (GIEI) de la Commission Interaméricaine des Droits Humains (CDIH).

2. L'application des recommandations contenues dans les rapports de la CDIH et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits Humains, ainsi que d'autres recommandations émises par les différents organismes du système interaméricain et mondial.

3. Investigation, recherche et identification, des personnes enlevées et disparues et dédommagement des victimes.

4. Désarmement et dissolution des corps paramilitaires créés par le régime Ortega-Murillo et destruction des armes saisies.

5. Restructuration de la Police nationale et épuration de son commandement. Sanctions, conformes à la loi, des officiers et policiers qui ont ordonné et exécuté des assassinats et tout type d'actes répressifs contre les citoyens. Que soient reconnus les policiers qui ont refusé de réprimer la population.

6. Réintégration à leurs postes de travail des professionnels de la santé, de l'éducation, et d'autres institutions de l'Etat, licenciés pour raisons politiques.

7. Rétablissement de l'autonomie universitaire et respect de l'autonomie de la Côte caraïbe, des communautés indigènes, celles d'ascendance africaine, et de l'autonomie des municipalités.

8. Dérogation de toutes les normes qui violent la souveraineté nationale et les droits fondamentaux, comme la Loi 840 pour la construction d'un canal interocéanique par le Nicaragua.

9. Un modèle de développement socio-économique qui encourage le libre marché et le bien-être social.

10. En coordination avec divers secteurs, des programmes de réactivation économique qui incluent

tous les acteurs économiques du pays et pas seulement ceux liés au régime.

11. Respect de la propriété privée.

12. Libre retour des exilés pour raisons politiques et économiques.

13. Respect des libertés et droits fondamentaux.

L'histoire du Nicaragua a démontré le courage et la capacité de ce peuple pour défendre sa liberté. Nous nous unissons sous notre drapeau bleu et blanc pour obtenir le départ de la dictature Ortega-Murillo, et pour poser les bases pour un Nicaragua démocratique, libre et juste pour les générations présentes et futures.

Cette unité nationale va se matérialiser dans chaque territoire de notre géographie, à la campagne et dans les villes. Cette unité nationale sera ouverte à la diversité des acteurs qui, en assumant les principes de cette unité, seront disposés à contribuer au changement dont le Nicaragua a besoin.

Nous reconnaissons l'appui de la communauté internationale au peuple du Nicaragua à la recherche de solutions à la grave crise sociopolitique. Nous reconnaissons en particulier les efforts réalisés par l'Organisation des Etats américains (OEA), l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'Union européenne (UE), et nous les appelons à redoubler d'efforts pour la défense des droits humains du peuple du Nicaragua et l'instauration de la démocratie.

VIVE LE NICARAGUA
UNITÉ NATIONALE BLEUE ET BLANCHE

4 octobre 2018

Souscrivent ce Manifeste adressé à la Nation, les 41 organisations suivantes :

Alianza Cívica por la Justicia y la Democracia
Articulación de Movimientos Sociales y Organizaciones de la Sociedad Civil
Comité de Madres de Caídos
Comité de Prisioneras y Prisioneros Políticos
Frente Amplio por la Democracia
Democracia en Marcha
Movimientos 19 de Abril de tantas ciudades
Movimiento por Nicaragua
Articulación Feminista
Alianza Universitaria Nicaraguense
Patria Libre
Grupo Guardabarranco
Unidad Médica Nicaragüense
Movimiento 19 de Abril Somoto – Madriz
Movimiento 19 de Abril Estelí
Movimiento 19 de Abril Masaya
Movimiento 19 de Abril Chinandega
Movimiento 19 de Abril Jinotega
Movimiento 19 de Abril Nandaime
Alianza Cívica Jinotega
Alianza Azul y Blanco Ciudad Sandino
Alianza Azul y Blanco Mateare

Territorio de las Segovias
Coalición Matagalpa
Movimiento Acción Joven Nicaragua
Unidad Azul y Blanco
Guardabarranco
Grupo Apoyo Nacional
Patria Libre y Vivir
Nicaragua Unete
Unidad Médica Nicaragüense
Medios independientes
Mesa Nacional LGTBI Nicaragua
Unidad Nacional de la Disidencia Sexual Autoconvocada
Grupo Lésbico Feminista Artemisa
Organización de Disidencia Sexual Autoconvocada
Movimiento Azul y Blanco
Comité Prolibertad de Presos Políticos
Unidad Departamental Azul y Blanco de Nueva Segovia
Coordinadora Universitaria por la Democracia y la Justicia
Movimiento Universitario 19 Abril

• Traduction A l'Encontre publiée le 9 octobre 2018 :
http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-manifeste-de-lunite-nationale-bleue-et-blanche.html

---

« La recherche de l'unité dans la Concertation bleue et blanche »

Entretien avec Mónica López Baltodano.

Mónica López Baltonado lors de l'entretien dans l'émission
Esta Noche, fille de Mónica Baltonado et de Julio López, active dans l'AMS, au même titre que Léa Guido

L'Articulation des mouvements sociaux (AMS) et les organisations de la société civile ont récemment présenté une proposition visant à former une Concertation nationale bleue et blanche (Concertación Nacional Azul y Blanco). Ce serait un espace dans lequel pourraient se rassembler toutes les forces organisées qui « sont convaincues que la lutte est civique et non-violente ». Son objectif premier est de discuter des initiatives à prendre pour contraindre le gouvernement de Daniel Ortega et Rosario Murillo à quitter le pouvoir.

Mónica López Baltodano, avocate et membre de l'AMS, a expliqué dans un entretien lors de l'émission de télévision Esta Noche (27 septembre 2018), que depuis un mois et demi l'AMS discute, de manière non publique, avec des représentants paysans, des écologistes, des défenseurs des droits humains, des dirigeants de divers départements du pays, des représentants des peuples autochtones et d'origine africaine, et d'autres collectifs, sur la façon de contribuer à la construction d'une jonction entre plusieurs des protagonistes qui, pour l'essentiel, ont surgi suite à l'insurrection civile du 18 avril.

« Il y a l'Alliance Civique, l'AMS, le Mouvement du 19 avril (étudiants universitaires) présents dans différentes parties du pays. De nouvelles structures, à caractère professionnel, apparaissent telles que l'Unité Médicale, composée de médecins licenciés [pour avoir soigné des manifestants, sans exclure des blessés du « camp gouvernemental »]. Nous avons besoin, en ce moment, après cinq mois, que ces différentes forces se coordonnent et que les actions soient concertées », explique Mónica López Baltodano.

L'avocate a déclaré que la Concertación Nacional Azul y Blanco est, en tant que telle, une reconnaissance de la pluralité et de la diversité, des origines différentes qui sont le propre de chacune des organisations. Le document récemment rendu public n'est pas un effort intellectuel ou académique. Selon Monica López Baltodano, ce document cherche à donner une expression aux revendications de la population, dont les objectifs prioritaires se concentrent sur le départ du régime Ortega-Murillo dans les plus brefs délais, l'arrêt de la répression et la construction d'une force qui permettra d'avancer vers une nouvelle phase qui marquerait l'ouverture d'un processus de démocratisation au Nicaragua.

Mónica López Baltodano a souligné que l'une des caractéristiques de cette initiative réside dans la pluralité des participants. Toutefois, les conditions de cette d'insurrection civique, telle qu'elle a été vécue [sa « dispersion », sa non-coordination], a été une faiblesse dont le régime a profité pour réprimer avec violence la rébellion, car bien que la population soit prête à marquer une rupture avec cette dictature, il n'y existe ni cohésion ni organisation.

« Dès lors, nous sommes en train d'essayer de renforcer les processus organisationnels au plan territorial et nous croyons que le temps est venu pour beaucoup d'autres courants de s'unir. Et, je tiens à le dire très clairement : nous sommes ouverts à toutes les tendances anti-dictatoriales qui existent dans le pays, de la manière la plus démocratique possible, afin que nous nous rencontrions et que nous construisions ensemble une stratégie qui puisse donner une nouvelle impulsion à la lutte bleue et blanche ; cela toujours dans le cadre de la lutte civile, pacifique, non-violente, qui est un des piliers essentiels de cette insurrection. Et afin que nous puissions discuter les projets politiques qui nous permettent de fixer un horizon pour le pays », a souligné Mónica López Baltodano.

L'avocate a insisté sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement de la construction d'un sujet politique pour rompre avec la dictature, mais aussi de la formation d'une entité qui puisse extirper les racines du régime dictatorial, c'est-à-dire recomposer toutes les institutions de l'Etat, afin d'ouvrir un processus de démocratisation au Nicaragua qui permettra, à terme, au travers de processus électoraux, de donner une voix aux différentes options politiques.

« Mais en ce moment, ce dont nous avons besoin, comme le disent les gens lors des marches [4] et dans les rues : soit nous combattons ensemble, soit nous nous faisons avoir séparément, et nous devons nous battre ensemble et construire cette unité. »

Une seule ligne de démarcation

Jusqu'à présent, selon Mónica López Baltodano, les plus grandes « confluences » se sont traduites

dans le contexte des mouvements sociaux et au sein de la société civile. Mais la proposition de Concertación Nacional Azul y Blanco est d'être ouverte à la participation de différents courants politiques, pour autant qu'ils ne collaborent avec le régime ou qu'ils ne situent pas dans le cadre des forces qui ont soutenu le terrorisme d'Etat de ce régime.

« Les camarades importants et les dirigeants du mouvement auto-convoqué de la côte atlantique nous ont dit. "Tu sais ce qu'est une ligne ?" C'est celle qui nous délimite des partis participant aux élections régionales. Ce sont des collaborateurs du régime et non les alliés du bleu et du blanc. Pour nous, il y a une distinction claire à faire face à certaines directions partisanes qui ont pactisé avec le régime, qui ont été à la base de onze années de dictature. Notre base réside dans toutes les forces qui se disent libérales, conservatrices ; elle réside aussi dans les personnes qui viennent du sandinisme et qui se sont toutes réunies dans la rue ; nous devons avoir la maturité politique afin de converger dans un espace politique commun. »

L'avocate affirme qu'au sein de l'AMS, s'exprime un sentiment d'urgence pour le lancement officiel de la Concertación, car existe une conscience forte qu'il y a un grand nombre de prisonniers politiques et qu'ils sont soumis à la torture ; ils doivent être libérés. Il est également clair que la prolongation de cette crise peut coûter nombre de vies humaines.

Mónica López Baltodano déclare « qu'il n'est pas possible de prévoir si la Concertación sera une sorte d'Union Nationale d'Opposition (UNO), à laquelle Daniel Ortega s'est affronté dans le passé » [l'UNO était alliance de partis qui s'est constituée en 1989 pour l'échéance présidentielle de 1990, en présentant la candidature de Violetta Chamorro ; alliance avec laquelle, par ailleurs, D. Ortega a négocié]. « En effet, dans cette phase doit être mis en place un processus de confiance mutuelle et de respect. »

« L'angle d'approche adéquat pour aborder cette question a été proposé par Carlos Fernando Chamorro » [militant sandiniste, ancien directeur du quotidien sandiniste Barricada ; il fut écarté de cette responsabilité en 1994 ;en 1996 il lance l'hebdomadaire Confidencial, et en 2006 deux programmes TV intitulés Esta semana et Esta Noche].

Mónica López Baltodano poursuit : « Il est encore possible de construire une solution politique avant 2021 [échéance formelle du mandat d'Ortega-Murrilo]. Cela dans la mesure où l'unité est atteinte par l'action de trois forces fondamentales. La force politique de mobilisation sociale de l'Alliance Civique et de l'Articulation des Mouvements Sociaux ; le ressort économique et la pression de secteurs du patronat ; et la prise de distance d'une fraction importante du Front sandiniste par rapport à la famille Ortega-Murillo, c'est-à-dire les employés du secteur public et des membres de la bureaucratie d'Etat. C'est en prenant appui sur ces trois piliers que peut se dégager le potentiel pour sortir de ce régime. »

Elle a insisté sur le fait que la proposition de la Concertación Nacional Azul y Blanco vise à intégrer cette dynamique de pluralisme. Pour que se constitue un espace légitime, il faut assurer la participation des acteurs qui disposent d'une reconnaissance publique. Autrement dit : l'Alianza civica, l'AMS, des chambres du commerce, des syndicats ou des figures socioprofessionnelles. De plus, ces dernières se doivent de disposer de leaderships départementaux dans l'ensemble du pays.

« Nous devons parier sur le fait que nous allons sortir de la dictature par des processus démocratiques qui incluent et n'excluent pas. L''esprit de la Concertación Nacional est d'unir. Parfois, il est difficile de se situer dans le panorama complexe actuel. Il existe un certain sentiment de désespoir, parce que cinq mois se sont écoulés et que nous n'avons pas écarté le régime. Néanmoins, au cours de ces cinq mois, nous avons compris qu'Ortega n'a aucun avenir, l'avenir est du côté du bleu et blanc », conclut Mónica López Baltodano. (Résumé de l'entretien télévisé et

publié dans Confidencial, en date du 27 septembre 2018 ; traduction A l'Encontre)

• Résumé de l'entretien télévisé et publié dans *Confidencial* en date du 27 septembre 2018 ; traduction A l'Encontre publiée le 28 septembre 2018 : http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-la-recherche-de-lunite-dans-la-concertation-bleue-et-blanche.html

• Mónica López Baltodano, sur la photo, est la fille de Julio Lopez et deMónica Baltodano. C'est elle qui est interviewée. Julio Lopez était responsable des relations extérieures du FSLN. Il a fait une partie de ses études en Suisse.Mónica Baltodano est sa compagne. Nous rappelons ci-dessous sa biographie. Elle a adhéré au Front sandiniste en 1972 à Léon. En 1974, elle en charge d'une activité clandestine. Elle fut arrêtée en 1977, emprisonnée et torturée durant neuf mois. Par la suite, elle fut active à Managua et participa à l'offensive de 1979. En tant que « Commandante de la révolution », elle a été par la suite responsable des Organisations de masse. De 1982 à 1990 à la tête d'un ministère, elle se consacre à la décentralisation régionale et au renforcement de municipalités. En 1994, elle est élue à la direction nationale du FSLN. Par la suite, elle fut exclue des organes de direction à cause de ses critiques. Elle a pris ses distances avec l'« ortéguisme » en 2005, en dénonçant les traits autoritaires du fonctionnement du FSLN. Elle s'intègre alors à la direction du Movimiento por el Rescate del Sandinismo. (Réd. A l'Encontre)

La guerre du pouvoir contre les rebelles

La « Marche des ballons blancs » le 9 septembre 2018.

1.- Le Nicaragua traverse des temps d'inquiétude, un tourbillon d'incertitudes après presque cinq mois de crise sociopolitique. Les mobilisations sociales ont irrité à l'extrême le régime. Ortega est blessé, mais comme un félin blessé, il se bat pour sa survie politique. Un autre dirigeant, s'il n'était pas Ortega, aurait démissionné pour beaucoup moins face aux attaques impétueuses, sociales et médiatiques, contre lui.

2.- On estime qu'entre le 12 avril et le 29 août, 1054 millions de dollars ont été retirés des comptes bancaires, dont la plupart (763 millions de dollars) ont été retirés en dollars, en plus des 8430 millions de cordobas, soit 291 millions de dollars supplémentaires, soit 18,7% des dépôts enregistrés en date du 12 avril. Conclusion : une fuite massive de dépôts.

3.- La fuite des capitaux est directement liée au conflit politique qui ruine le pays. Les banques privées du Nicaragua, deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine, n'ont pas les liquidités nécessaires pour faire face à une fuite accélérée des devises, ce qui obligera la Banque centrale à recourir aux réserves internationales pour faire face au manque de devises étrangères.

4.- L'agence de notation Fitch Ratings met en garde contre les effets de la prolongation de la crise : « L'incertitude persiste et ne se profile pas une normalisation de l'environnement opérationnel pour les institutions financières, ce qui les maintient toutes sous surveillance négative. »

5.- La situation socio-économique ne s'améliorera pas tant que D.Ortega et R.Murillo resteront au pouvoir en raison de la répression et de la criminalisation de la protestation. La jeunesse n'a aucune perspective avec le maintien au pouvoir de ce gouvernement.

6.- L'implosion économique du Venezuela s'est répercutée de manière fort négative sur le Nicaragua qui a perdu sa subvention pétrolière. Jusqu'à présent, le type de crise économique a un aspect particulier (circonscris) pour le Nicaragua, mais un approfondissement pourrait affecter, par divers biais, les autres pays d'Amérique centrale.

7.- La crise économique aggrave rapidement la situation pour tous, principalement pour des composantes desdites classes moyennes et de la petite-bourgeoise (enseignants, petits et moyens commerçants, professionnels-professions libérales, PME et les TPE) qui craignent leur paupérisation. Les mises à pied et les réductions d'effectifs touchent des milliers de personnes. Personne ne peut parier sur la paralysie du pays, car sa reconstruction coûterait beaucoup plus cher.

8.- Certains membres du cercle proche du pouvoir effectif estiment que la crise d'avril n'aurait jamais dû se produire. Ils affirment que c'est arrivé juste au moment où Rosario Murillo a engagé l'offensive contre les protestations des étudiants (18 avril). L'opération répressive mise en œuvre est considérée comme une grave erreur politique qu'ils tentent maintenant de masquer en disant que les manifestations civiques et sociales pacifiques font partie d'un coup d'Etat.

9.- Au sein des « élites » dirigeantes n'existe pas la volonté politique nécessaire pour relever avec détermination et courage le défi consistant à combattre le système généralisé de la corruption. Cette corruption généralisée et institutionnelle inclut actuellement l'appareil d'Etat et de larges secteurs de la société. La crise d'avril a clairement montré une rupture générationnelle, un épuisement des partis traditionnels, qui font de la figuration.

10.- Ces mois, d'avril à septembre 2018, représentent une éternité de tensions inévitables parce que la crise suscite une grande d'instabilité qui ne convient à personne (aussi bien pour ceux qui sortent ou qui veulent entrer dans le pays). Nous vivons une sorte de vide du pouvoir, dans lequel les décisions du gouvernement n'ont pas objectifs et ne font pas sens pour le développement du pays.

11.- Dans la transition – de février à avril – de 1990 [passage du pouvoir du FSLN à Violetta Chamorro qui gagne les élections avec 54,7% des suffrages, appuyée par l'Union nationale de l'opposition (UNO), face Daniel Ortega qui réunit 40,8% ; la démobilisation de la contra a été négociée et aboutit en avril ; Umberto Ortega reste à la tête de l'armée], la règle non écrite indiquait qu'il s'agissait d'un passage d'un groupe de pouvoir à un autre. Cependant, dans les circonstances actuelles, le système autoritaire, une fois démoli, doit être remplacé par un système républicain et démocratique complètement différent, ce qui impliquera des changements beaucoup plus profonds.

12.- Le mouvement socio-politique d'avril 2018 a été précédé par la répression d'autres manifestations sociales menées par des paysans dans leur lutte contre la concession du canal transatlantique, ainsi que par des travailleurs et travailleuses des zones de libre-échange en quête de meilleurs salaires et de démocratie syndicale. Le gouvernement a également réprimé les protestations des mineurs de La India Mine et d'El Limón ; de même que des personnes âgées qui réclamaient une sécurité sociale et des étudiants qui ont protesté contre l'apathie du gouvernement face à l'incendie – en avril 2018 – de la réserve naturelle Indio Maíz (située en bordure du fleuve San

Juan et d'une superficie de 2640 km2).

13.- La police, la police antiémeute, les bandes pro-gouvernementales (les soudards ou saboteurs) ont été chargées de réprimer ceux et celles qui ont participé à différents mouvements sociaux. Le pays connaît un manque complet de démocratie et la répression constante des mouvements sociaux. Les impacts de la réponse violente du gouvernement Ortega-Murillo ont déjà commencé à endommager, étape par étape, le tissu social qui a fini par se déchirer. Or, pendant des années il fut le soutien de la vie nationale.

14.- Le mouvement d'avril est né dans un contexte d'intolérance et d'autoritarisme dans lequel le gouvernement Ortega-Murillo contrôlait toutes les sphères de la vie publique, en plus d'infiltrer et de démanteler tout mouvement social, syndical, paysan et étudiant.

15.– La lutte sociopolitique actuelle se situe en dehors des partis politiques qui ne font que de la figuration. Il s'agit d'un processus d'auto-organisation des jeunes, une auto-organisation des personnes âgées et des adultes qui soutiennent les jeunes luttant pour la justice et la démocratie.

16.- Cela ne signifie pas que de ce processus va émerger « automatiquement » une organisation qui disposerait d'une orientation étayée. L'élément fondamental de ce processus est qu'il se déroule de manière embryonnaire, dans la pratique, réside dans l'existence, déjà, d' éléments initiaux d'organisation. L'essentiel est de voir comment tout cela va s'articuler et comment vont se créer des processus de coordination et d'intégration entre les différentes expressions dans les divers départements du pays.

17.- Ortega a décidé d'écraser militairement le mouvement démocratique et pacifique, mais il n'a pas réussi à le vaincre politiquement. Le gouvernement Ortega-Murillo a commis, avec une répression aveugle, un crime d'Etat. Le mouvement d'avril prend appui sur une pléiade d'activistes couvrant tous les domaines de la vie politique et sociale du pays.

18.- La plus grande défaite a été celle du gouvernement et d'Ortega qui a révélé clairement les traits du régime politique. Il s'est montré dans son état autoritaire, répressif, violant des droits humains, obsolète, incapable de représenter les aspirations des Nicaraguayens. Le mouvement d'avril 2018, lui, a transformé le pays.

19.- La dictature veut imposer le règne du silence. Seule la voix du régime doit donner sa version absurde des événements, en particulier ceux des cinq derniers mois. En outre, le gouvernement a déclenché des attaques, des campagnes de diffamation, de harcèlements et des menaces de mort contre plus de vingt journalistes et analystes de tout le pays.

20.- Les forces sociales qui composent le mouvement d'avril ont appelé à une grève générale nationale, la troisième en 145 jours. La première grève nationale a eu lieu le 14 juin et la deuxième le 13 juillet. La troisième grève, celle du 7 septembre a été acceptée par 90 % de la population, et s'est exprimée dans les banques, les entreprises, les magasins, les écoles, les marchés, etc. La grande majorité des 20'000 boutiques du marché de l'Est (de Managua), le plus grand centre commercial du pays, sont restées fermées. Seul le secteur public a été contraint de fonctionner, mais avec une baisse sensible des activités. La grève avait deux objectifs : la liberté des prisonniers politiques et la reprise du dialogue national.

21.- Le mouvement nous montre la nécessité de lutter contre la corruption, les inégalités, l'impunité et l'injustice. Le nouveau gouvernement devra procéder à une réforme en profondeur de l'Etat. Si justice est faite, cela incitera d'autres crimes à cesser de se produire et pourra être propulsé un mouvement d'ampleur sur la voie de la justice, de la liberté et de la démocratie. De plus, le prochain

gouvernement se devra de réformer trois questions centrales : la centralisation administrative, la concentration du pouvoir politique et les modalités dans la « façon de faire de la politique ».

22.- Le nouveau gouvernement se devra de renforcer l'économie paysanne, la production d'aliments pour la souveraineté alimentaire et la réorganisation des territoires. La vie sociale et les besoins des habitant·e·s doivent prévaloir sur les intérêts des entreprises minières. En outre, s'imposera un développement mettant au centre l'utilisation des énergies renouvelables : éolienne, solaire, géothermique, marémotrice.

23.– Le 6 septembre, Ortega a accordé un entretien à la chaîne allemande Deutsche Welle admettant qu'il n'était pas intéressé par un véritable dialogue national. Depuis environ trois mois, il prend des mesures pour ne pas y participer et parler de thèmes comme la justice et la démocratie. Après avoir fait lever les barricades avec des armes de guerre, après avoir insulté les évêques catholiques et avoir organisé l'invasion terres appartenant à des propriétaires privés et persécuté les paysans ainsi que les étudiants, il considère le dialogue national comme terminé.

24.- Dans un autre entretien exclusif accordé le 6 septembre à France 24 à Managua, Ortega nie avoir orchestré la répression sanglante des manifestations et rejette les appels à des élections anticipées. Il dénonce le rôle des Etats-Unis. Interrogé sur le récent rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme portant sur les violations des droits de l'homme commises lors des manifestations du 18 avril au 18 août 2018, Ortega l'a qualifié comme relavant de « l'infamie », d'une « ignominie ». Le document de l'ONU souligne l'existence d'« exécutions extrajudiciaires », de « disparitions sous la menace » ou de « tortures et mauvais traitements ».

Ortega, en revanche, accuse les Etats-Unis d'avoir fomenté un « coup d'Etat ». Il assure que la CIA a formé et financé des « groupes militaires » pour tenter de le renverser et ajoute que cela n'exclut pas une intervention militaire à venir.

25.- Le 9 septembre 2018, des milliers de personnes ont participé à la « Marche des ballons blancs » dans les rues de Managua et d'autres villes (Rivas, León, Chinandega, Masaya, Granada, Madriz, Ocotal) pour exiger la libération des manifestant·e·s arrêtés (prisonniers politiques) à l'occasion des rassemblements contre le gouvernement de Daniel Ortega. Ces marches furent attaquées par des groupes pro-gouvernementaux, des dizaines de policiers et la police antiémeute. [Le 13 septembre une marche très importante s'est déroulée à Managua sur le thème « Nous allons gagner ». De même, le 13 septembre l'Alliance Cívica pour la Justice et la Démocratie a tenu une conférence de presse affirmant la nécessité d'un processus unitaire contre la répression, pour la libération de tous les prisonniers politiques et pour le désarmement des forces paramilitaires].

Dans différents entretiens accordés à des chaînes de télévision internationales, Ortega dit et répète : « il n'y a pas eu autant de morts ». Outre, les diverses versions données depuis deux mois, pourquoi s'est-il toujours refusé de comparer ses « chiffres » avec ceux fournis par divers organismes internationaux des droits de l'homme ? Une interrogation décisive pour le peuple. Car ces chiffres renvoient au rôle joué par la police, l'armée et les paramilitaires dans la répression qui a commencé le 18 avril. Les responsables sont toujours présents. C'est donc un massacre sans massacreurs !

26.- Le cardinal Leopoldo Brenes, archevêque de Managua, a déploré les attaques de sympathisants du gouvernement contre plusieurs églises du pays. Il appelé au respect des édifices religieux et des fêtes religieuses.

27.- Dans l'entretien mentionné à *France 24*, Ortega attaque l'Eglise catholique nicaraguayenne qui avait fait office de médiateur, l'accusant d'avoir pris parti pour l'opposition et de recevoir des ordres de Washington. Ortega rejette toutes les demandes visant à organiser des élections anticipées avant

la fin de son mandat en 2021. Or, c'est la principale revendication politique des opposants. En outre, Ortega n'exclut pas de se présenter pour un nouveau mandat.

28.- La nouvelle classe a utilisé le pouvoir gouvernemental pour s'enrichir illégalement. Sous le gouvernement Ortega-Murillo, pour avoir accès à tout « privilège » minimal, il fallait être prêt à pratiquer la corruption. En outre, la corruption est devenue un mécanisme impératif pour « faire des affaires ». Le Nicaragua est actuellement une société fragmentée, inéquitable et des plus inégalitaire.

29.- Le gouvernement Ortega-Murillo est devenu un facteur d'instabilité pour la région d'Amérique centrale. Chaque jour, la crédibilité internationale du gouvernement diminue. Il souffre d'une détérioration évidente. Il faut être patient. Nous vivons la fin de la dictature à deux têtes d : Ortega-Murillo.

30.- L'automne nous a appris que même si les feuilles tombent, l'arbre reste debout. (Managua, le 11 septembre 2018, traduction A l'Encontre)

Notre correspondant à Managua

• A l'Encontre, publié le 14 septembre 2018 : http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-la-guerre-du-pouvoir-contre-les-rebelles.html

---

« Attaques contre la liberté de la presse, d'expression et d'information »

Troisième déclaration du Forum des journalistes indépendants contre la répression du régime orteguiste.

Depuis plus de 140 jours, tous les médias indépendants rendent compte des manifestations citoyennes qui ont eu lieu dans le pays. A leur origine : la (contre)réforme du système de retraite de l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale (INSS). Elles ont pris de l'importance face à la réponse violente et répressive du régime de Daniel Ortega (président) et de Rosario Murillo (vice-présidente), dont le bilan terrible [morts, prisonniers politiques, disparu·e·s, blessé·e·s à vie, menaces d'arrestations, condamnations pour « terrorisme » hors de toutes les normes légales, etc.] a attiré l'attention du monde entier.

Pendant cette période, les médias ont été confrontés à la répression du régime dictatorial qui considère ceux qui défendent la liberté comme des ennemis. La courageuse équipe journalistique d'Acción 10, dirigée par le responsable de l'information Mauricio Madrigal, s'est affrontée à l'administration de la chaîne. Car pendant les premiers jours des manifestations, l'administration de ce média avait choisi – selon sa politique éditoriale – d'ignorer les nouvelles qu'elle considérait « politiques ». Après trois jours de pression, les journalistes ont réussi à faire comprendre à l'administration l'importance d'informer la population sur les événements qui secouaient et secouent encore le pays. Toutefois, la victoire interne d'Acción 10 a de suite fait l'objet de graves représailles du régime dictatorial. Ce dernier a déclenché à travers ses médias et ses réseaux sociaux une campagne diffamatoire contre Mauricio Madrigal, l'administration de la chaîne et son équipe journalistique.

Face à l'incapacité de faire plier les journalistes par des campagnes ordurières, l'orteguisme a tenté de prendre le contrôle direct du journal télévisé en envoyant un employé d'une chaîne de télévision appartenant à la famille Ortega-Murillo dans les locaux de la chaîne. Il est arrivé le 20 août s'annonçant comme « le nouveau responsable de l'information » et que les informations ne traiteraient que du « social ». L'employé d'Ortega Murillo a été écarté des installations de la chaîne et les services d'information ont maintenu leur politique de reportage indépendant. Face à ces revers, le régime a encore accru sa pression sur l'administration du canal.

Dans le cas de Canal 12, qui a une longue histoire indépendante et où toutes les voix du spectre national ont eu leur place, il est confronté au siège constant de l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale (INSS) et de la Direction générale des impôts, qui procède à des inspections permanentes à la recherche de la moindre faute pour imposer des dédommagements ou des amendes.

La pression politique et financière s'étend également aux stations de radio et de télévision locales. Dans de nombreux cas, ces pressions sont exercées par les secrétaires politiques du parti au pouvoir et les maires des municipalités. Ces manœuvres contre les médias ont pour principal objectif de faire taire la presse indépendante qui échappe au contrôle du couple Ortega-Murillo qui usurpe la présidence de la République.

Si Ortega et Murillo parvenaient à fermer le journal télévisé Accíon 10 et à maîtriser le Canal 12, ils auraient un contrôle absolu sur la télévision nicaraguayenne puisqu'ils ont entre leurs mains, sous leur pouvoir : les chaînes 4, 8, 13, 19, 22, 24 et 98 ; en plus de la chaîne 6 qui est la télévision publique, ainsi que la chaîne d'informations 2. Avec cette manœuvre un coup aurait été asséné à la liberté de presse, à la liberté d'expression et à la liberté d'information.

• C'est un coup porté contre la liberté de la presse, car cela aurait apposé un bâillon à la liberté des journalistes indépendants qui veulent exercer leur profession dans la dignité et respecter leur engagement à informer leur public.

• C'est un coup porté à la liberté d'expression parce que les Nicaraguayens auraient perdu des fenêtres de liberté d'expression et de dénonciation contre les abus du régime d'Ortega- Murillo qui, depuis son retour au pouvoir en 2007, n'a cessé de vouloir faire taire les voix discordantes. La dictature veut imposer un règne de silence dans lequel seule la voix du régime est entendue et sa version absurde des événements, en particulier les événements des cinq derniers mois.

• C'est un coup porté à la liberté d'information du peuple nicaraguayen qui disposerait de moins en moins d'options pour obtenir des informations par le biais des médias indépendants, ce qui diminuerait sa capacité à accéder à des informations contrastées. Il serait à la merci du discours officiel. Par exemple, le Canal 10 a une portée nationale et le Canal 12 diffuse non seulement Noticias 12, mais aussi des émissions de débat comme celle animé par Danilo Lacayo : en Vivo, ou Esta Semana et Esta Noche, (cette dernière étant dirigée par le journaliste Carlos Fernando Chamorro, ancien directeur du quotidien du FSLN Barricada). C'est pourquoi les médias indépendants sont attaqués avec tant de fureur, parce que ce sont des fenêtres qui permettent au monde de connaître la réalité de la répression, de la violence et de l'abus de pouvoir que nous, Nicaraguayens, vivons pour exiger la LIBERTE, la JUSTICE et la DEMOCRATIE.

• Le Forum des journalistes indépendants rejette chacune des attaques de la dictature d'Ortega Murillo contre la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de l'information.

• Le Forum des journalistes indépendants condamne les attaques les plus récentes contre des journalistes, notamment l'enlèvement du correspondant de Canal 10 à Jinotega [département du même nom], Francisco Espinoza et Roberto Collado, correspondants du même Canal 10 à Granada

[département du même nom], les agressions contre les journalistes étrangers Sandra Weiss [Allemagne : c'est une journaliste basée au Mexique travaillant pour des journaux allemands et de Suisse alémanique ; lui ont été dérobés sa caméra, son enregistreur, sa carte de crédit ; elle refusa de quitter de suite le pays, elle a déposé plainte auprès de l'ambassade d'Allemagne, elle a terminé son reportage et l'a publié dans la NZZ] et la réalisatrice de documentaires Emilia Mello [Brésil, elle disposait d'un passeport des Etats-Unis, elle a été arrêtée et retenue quelque 30 heures puis déportée au Mexique elle était connue, entre autres, comme la réalisatrice d'un documentaire primé sur les recycleurs de déchets de Rio de Janeiro].

• Nous condamnons également les campagnes de diffamation, de harcèlement et de menaces de mort contre les journalistes et même leurs familles : Mauricio Madrigal, Danilo Lacayo, Jaime Arellano, Luis Galeano, Alvaro Navarro, Maryorit Guevara, Francisco Gadea (Jinotepe), Arielka Juárez, Sergio León (Bluefields), William Aragón (Madriz, département), Eddy López (Léon), Yilber Ideáquez (Masaya), Aurora Leytón (Matagalpa), Magdaleno González (Estelí), Gerald Chávez (VOS TV), les chroniqueurs sportifs Miguel Mendoza et Yader Valle, Israel González, le blogueur Manuel Díaz, etc.

• Nous rejetons la répression brutale du régime orteguiste qui a fait plus de 400 morts et la migration forcée de milliers de Nicaraguayens [quelque 30'000]. Nous exigeons la libération des prisonniers politiques ! Le Nicaragua appartient à tous ! Nous avons tous le droit de nous exprimer librement et d'avoir accès à une information véridique et indépendante !

Forum des journalistes indépendants contre la répression du régime orteguiste, Managua, 8 septembre 2018

• A l'Encontre, raduction A l'Encontre publiée le 9 septembre 2018 : http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-attaques-contre-la-liberte-de-la-presse-dexpression-et-dinformation.html

---

« Malgré l'assaut répressif d'ampleur, le mouvement social profond n'est pas brisé »

1.- Les « élites » au pouvoir ont une certaine crainte des mobilisations sociales. Rien ne fait plus peur à ces « élites » qu'une manifestation dans la rue, sur une place ou une marche, où tout peut arriver. Les rues, les ronds-points et les places sont les lieux où l'invisible devient visible.

2.- Les rues, les ronds-points et les places sont des espaces de visibilité, où les conflits sociaux et politiques ne peuvent être cachés. Ils se nourrissent des mêmes problèmes qui en changent l'aspect. Les rues sont ce qu'elles sont, parce qu'elles reflètent ce qui se passe dans la société : c'est une scène sociale et politique par nature.

3.- Les contradictions qui existent dans la société sont mises en scène dans les rues, les ronds-points et les places, bref, elles sont le théâtre de revendications et de conflits où les gens « à pied » peuvent manifester et exprimer leur mécontentement ou leur rejet du pouvoir.

4.- Lorsque le pouvoir autoritaire craint et réprime les citoyens « ordinaires » qui s'expriment sur des espaces publics, c'est un bon indice que les évolutions sociales commencent à être présentes

dans les décisions politiques.

5.- Les événements sociaux et politiques des sociétés mûrissent dans l'ombre, sans aucun contrôle ; les événements qui ont mûri convergent et s'articulent d'une manière qui n'est pas visible pour l'establishment ; alors ce ne peut qu'être le destin qui emporte tout et tous. Dès lors, pour le pouvoir l'émergence d'un mouvement social est due à une énorme conspiration, car il ne peut que nier ou méconnaître le développement souterrain des processus politiques et sociaux.

6.- Malgré une répression généralisée, le Nicaragua est aujourd'hui différent, les fonctionnaires corrompus ne se pavanent pas dans les rues parce que les gens se signalent publiquement contre eux ; ils leur font savoir qu'ils sont indésirables, méprisables, répréhensibles, misérables. Ils luttent contre eux, contre leurs pratiques et leur façon de répandre la haine et le mensonge, et leurs façons de s'approprier les biens et les ressources de l'Etat ainsi que de contrôler les institutions.

7.- Depuis le 18 avril, les rues de nombreuses villes du pays ont commencé à s'animer, à se réchauffer : des marches massives, des grèves générales, des prises de contrôle d'universités, des manifestations de paysans, En outre, la récession économique est de retour. Le mois d'avril a été le début d'une époque confuse, pleine d'inconnues et d'espoirs. Elle marque également le début de l'affaiblissement irréversible de la dictature Ortega-Murillo.

8.- L'économie nationale se concentre sur l'extraction des ressources naturelles, avec peu de « valeur ajoutée ». A partir de 2016, le mirage dans lequel l'économie nicaraguayenne fonctionnait bien a commencé à disparaître. Une fois de plus, un cycle de prix exceptionnellement élevés pour les biens exportés (commodities) n'a pas été utilisé pour initier une transformation de l'économie.

9.- La transformation des matières premières en est encore à ses débuts. La tendance est que nous passerons directement du secteur primaire au secteur dit des services. Les problèmes n'ont pas changé au cours des 30 dernières années : manque de force de travail qualifiée et d'infrastructures, faible productivité, faible éducation, corruption, etc.

10.- La « prospérité économique » relative repose sur : 1° les prix des matières premières destinées à l'exportation ; 2° les envois de fonds des familles émigrés ; 3° les sommes issues d'opérations financières illicites ; 4° les investissements étrangers directs ; 5° les fonds en provenance du Venezuela (qui se sont asséchés) ; et 6° les prêts des institutions internationales (Banque interaméricaine de développement, Banque centro-américaine d'intégration économique, Banque mondiale).

11.- Toute baisse des revenus issus d'un ou de plusieurs des six sources mentionnées entraîne un ralentissement ou une contraction de la consommation, provoquant une récession économique nationale, avec un impact négatif sur le niveau de vie de la population. La crise est imparable en raison du manque d'investissements et de la paralysie des décisions économiques.

12.- Avec le gouvernement Ortega-Murillo, nous sommes encore plus dépendants des exportations de biens primaires. Qu'ils soient agricoles, d'élevage ou miniers, ils sont en fin de compte des matières premières. La faiblesse est massive dans les domaines de la transformation-industrialisation des produits primaires et dans le soutien aux petites et moyennes entreprises qui génèrent 90% de l'emploi industriel urbain.

13.- Le pays continue, depuis plus d'un siècle, de vendre des produits primaires et d'importer des produits manufacturés. Le gouvernement n'a pas été en mesure de diversifier les exportations ou même d'encourager/faciliter la transformation des matières premières locales.

14.- Le gouvernement Ortega-Murillo n'a pas tenté de modifier la matrice productive d'accumulation(d'investissements), ni de réduire la dépendance économique basée sur l'exportation de matières premières. Il a plutôt approfondi les traits historiques de l'économie nationale en s'adaptant aux hauts et aux bas de l'économie mondiale et de celles des Etats-Unis.

15.- Au contexte international marqué par bas prix du café [à nouveau en recul depuis 2016, après une hausse qui a été limitée dans le temps] auquel doivent s'affronter les producteurs de café. Ils ont déjà des difficultés à couvrir leurs coûts de production. A cela s'ajoutent les difficultés découlant de la crise sociopolitique, exacerbées par la répression ; autrement dit, la perte d'une partie de la production en raison du manque de force de travail pour la récolte et du manque de financement (ligne de crédit) qui ne fait que compliquer les perspectives du secteur. Cette situation aura un fort impact sur l'économie nationale.

16.- Le taux de change surévalué du cordoba (par rapport au dollar) a abouti à ce que l'importation de biens de l'étranger est moins chère que leur production dans le pays. Par contre, les opérations commerciales et financières sont plus rentables que les investissements dans l'activité agricole ou industrielle. Tout cela a accentué la vulnérabilité de l'économie et accru sa dépendance à l'égard des prêts, des dons et des envois de fonds des familles émigrées.

17.- Le Nicaragua, au-delà des effets pesants dus à son insertion dans la division internationale du travail, est massivement en retard dans la mise en place de préconditions nécessaires – infrastructures matérielles –, si ce n'est suffisantes, pour assurer (au plan national et régional) un certain développement socio-économique durable, qui inclut une contraction des inégalités.

18.- Le nombre d'utilisateurs d'Internet ou d'ordinateurs est insuffisant dans le pays. L'investissement dans la recherche est extrêmement faible ou inexistant, alors que les recommandations internationales indiquent que 1% du produit intérieur brut (PIB) est un investissement minimum dans les domaines scientifique et technologique.

19.- Pour faire face à un tel handicap doit être mise en œuvre une politique publique sur le moyen terme qui tende à réduire l'asymétrie économique qui accentue la paupérisation et précarisation d'une majorité de la population et qui fasse obstacle à quelques « niches de développement technologique » qui sont en général la traduction d'un processus de sous-traitance dans la chaîne mondialisée de création de valeur.

20.- Les facteurs critiques se sont aggravés depuis l'adoption du modèle néolibéral en maintenant un marché intérieur déprimé, des salaires insuffisants, des niveaux inacceptables de pauvreté, aucun accès aux soins de santé universels, des disparités régionales énormes, un secteur éducatif obligatoire qui a une durée limitée à six ans.

21.- D'autre part, le Nicaragua a l'une des plus fortes concentrations de revenus, ce qui représente un obstacle à l'insertion égalitaire de la population dans un développement économique socialement et écologiquement durable. Et comme on l'a vu dans d'autres pays, ce sont les fortes réductions des inégalités qui permettent – et sont aussi le résultat – ce type de développement. D'où l'importance immédiate de proposer une imposition fiscale directe progressive afin de remédier à la marginalisation sociale (redistribution des revenus).

22.- Le gouvernement Ortega-Murillo a décidé de ne pas divulguer toutes les informations sociales (éducation, logement, santé, pauvreté, etc.) qui confirmeraient l'inefficacité de sa politique sociale se manifestant par des taux élevés d'analphabétisme, un système de santé de mauvaise qualité, une éducation inefficace et l'augmentation de la pauvreté ces dernières années.

23.- Les secteurs sociaux et politiques progressistes, soucieux du bon fonctionnement de l'économie du pays, devraient encourager un nouveau gouvernement à favoriser une production alimentaire nationale. On ne peut que souhaiter qu'une politique de souveraineté alimentaire – « manger d'abord » – soit promue afin de changer les effets destructeurs de la configuration productive actuelle sur l'agriculture nationale, sur les forêts et afin de protéger et conserver les ressources aquifères.

24.- Un gouvernement progressiste devrait comprendre que la lutte contre la pauvreté ne peut pas dépendre d'abord du prix des matières premières et du seul rôle redistributif de l'Etat, mais de politiques visant à moyen terme à une reconfiguration du modèle productif et, conjointement, du système éducatif avec ses prolongements dans le domaine de la technologie (des éléments embryonnaires de cette possibilité peuvent se constater dans certaines pratiques médicales qui impliquent une collaboration internationale ; or, le pouvoir a réprimé des médecins illustrant ce processus possible dans l'Hospital Escuela Oscar Danilo Rosales Argüello, HEODRA, dans la ville de Leon).

« Estudiante », « terrorista », « polecilla » : [chaque mot] 9 lettres, une preuve ?

25.- La société nicaraguayenne vit aujourd'hui un cumul de malheurs et de dommages que nous ne pouvons sous-estimer. Toutefois, malgré l'assaut répressif du régime, le mouvement social n'est pas brisé. La critique du gouvernement est qualifiée de « droite et pro-impérialiste ». Les défenseurs du gouvernement ne donnent aucun argument et ne fournissent aucune donnée pour valider ces affirmations. Ils se sont érigés en gardiens d'un régime prétendument de gauche et socialiste. Cette dérive politique s'incarne dans les personnalités elles-mêmes.

26.- D'adversité en adversité et de crise en crise, le Nicaragua a connu très peu de périodes de prospérité matérielle plus ou moins longues et d'attentes de progrès crédibles et durables.

27.- Les secteurs progressistes doivent analyser les éventuels progrès qu'aurait réalisés ce gouvernement. Mais ils doivent surtout établir la réalité des graves erreurs commises et leur soubassement. Il s'agit d'erreurs économiques, politiques, sociales, environnementales qui ont fait obstacle à des transformations nécessaires et attendues.

28.- Le gouvernement Ortega-Murillo disposait de ressources économiques pour amorcer une transformation effective et commencer à résoudre le retard dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, etc. Mais la gestion irresponsable et corrompue de ces ressources a empêché le début de transformations indispensables.

29.- Le gouvernement Ortega-Murillo est un gouvernement qui a consolidé des pratiques anciennes et des formes caudillistes et/ou dictatoriales. L'histoire politique du Nicaragua est marquée par des figures de seigneurs de guerre et/ou de dictateurs, avec des processus démocratiques déficients. Les historiens se doivent d'apprendre aux gens à penser par eux-mêmes pour ce qui a trait auxdites erreurs du passé.

30.- Malgré le processus démocratique enregistré en 1990, le gouvernement Ortega-Murillo (2007) n'a pas approfondi la démocratisation, bien au contraire. Il a cherché à affaiblir et à contrôler les mouvements sociaux, les syndicats, les partis politiques et la société civile en général.

31.- Ortega et Murillo conclurent, étant donné que le système sociopolitique autoritaire fonctionnait sur la base d'une alliance avec le grand capital, qu'ils pouvaient réaliser des opérations chirurgicales importantes dans l'organisation des relations sociales et institutionnelles, sans altérer le caractère proclamé du régime et surtout sans compromettre leur pouvoir politique.

32.- Le régime ne s'est pas rendu compte qu'il jouissait chaque jour de moins en moins de la légitimité minimale pour gouverner en raison du manque de contact avec la population, comme en témoigne l'abstention de 70% lors des élections présidentielle et législatives de 2016 et des municipales de 2017.

33.- Les sondages truqués commandés par le gouvernement l'empêchaient de percevoir la diminution de la patience des citoyens « ordinaires ». Aujourd'hui, depuis avril 2018, a pris fin la relation de coexistence entre le gouvernement et la société.

34.- Le gouvernement Ortega-Murillo a parlé d'éthique et de lutte contre la corruption, mais a fini par se perdre dans la corruption de tous les côtés. L'impunité et l'héritage sinistre que laissera le régime Ortega-Murillo fonctionnent comme éléments destructeurs de la société nicaraguayenne et causent de graves préjudices aux citoyens et à différents secteurs sociaux.

35.- Le gouvernement Ortega-Murillo s'est construit, en s'appuyant sur la corruption, une hégémonie presque totale dans les institutions gouvernementales. En d'autres termes, il a favorisé un consensus au sommet, consolidé par l'achat d'adhésions et, sur cette base, aucun contrepoids significatif n'a pu émerger.

36.- Le principal déficit de la justice nicaraguayenne n'est pas l'ensemble des lois, mais l'écart entre les lois existantes et leur application. Et cela avec la circonstance aggravante que le gouvernement Ortega-Murillo a perverti le système juridique et judiciaire étatique à son profit.

37.- Face à ce désastre, un niveau élevé d'impunité prévaut au Nicaragua. Les principaux bénéficiaires en sont les membres de la « classe politique » et des milieux d'affaires. Dès lors, dans le futur, il s'agira de renforcer le respect du cadre juridique par les organismes publics chargés de rendre la justice, ou au moins de veiller à ce que la conformité aux prescriptions de la loi ne soit pas une chimère.

38.- Le système judiciaire nicaraguayen est en lambeaux. L'un des plus grands défis d'un possible gouvernement progressiste à venir est de le reconstruire afin qu'il puisse s'acquitter de son mandat constitutionnel. Il est indispensable de réaliser qu'aucun changement matériel n'est suffisant s'il ne s'accompagne pas d'un changement culturel.

39.- Le gouvernement Ortega-Murillo souffre, d'un certain point de vue, des conséquences négatives d'un leadership personnalisé, autoritaire et vertical. Ce modèle de leadership finit par générer un type de conduite caractérisé par la déification du seigneur de guerre et l'exigence d'inconditionnalité.

40.- Les partisans du gouvernement Ortega-Murillo reçoivent les « instructions » suivantes : vous ne pensez pas, vous obéissez seulement ; vous n'agissez pas, vous exécutez seulement ; vous ne décidez pas, vous obéissez seulement ; vous allez être la main et la parole de la volonté du leader.

41.- Dans le parti au pouvoir, les relations sont basées sur le degré d'inconditionnalité, de

dépendance et d'attitude servile ; seuls sont considérés comme militants ceux qui acceptent tout sans condition et qui sont incapables de manifester un désaccord quelconque.

42.- Cela appauvrit la possibilité d'une discussion ouverte et d'envisager d'autres options. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que beaucoup de décisions du gouvernement aient été improvisées et finissent par faire beaucoup de tort au pays.

43.- La présence décisive de ce type de leadership bloque l'émergence de directions alternatives. Ainsi sont accentuées les caractéristiques d'un gouvernement centralisateur, verticaliste, rentier et clientéliste. Ce qui ne peut que faire obstacle à toute dynamique démocratique ; à l'inverse, cela favorise la dictature d'une personne (ou du binôme Ortega-Murillo).

44.- La contradiction entre l'expansion de la démocratie, d'une part, et une culture politique militariste autoritaire de commandement vertical non délibératif, d'autre part, aboutit à considérer les abus de pouvoir comme normaux. Au nom de la prétendue « deuxième étape de la révolution » (formule utilisée par Daniel Ortega lors des élections de 2016), les frontières entre la sphère publique de l'Etat et celle du parti-Etat-présidentiel-familial se sont progressivement effacées.

45.- En considérant que ces frontières doivent être gommées se créent les conditions politico-institutionnelles pour une corruption massive, ce qui a caractérisé le gouvernement Ortega-Murillo à tous les niveaux.

46.- La conception et la pratique de la politique comme un affrontement entre ami et ennemi ont fini par instaurer dans la société nicaraguayenne une culture de sectarisme, de méfiance et de non-reconnaissance de l'autre, ce qui entrave considérablement les possibilités de dialogue et d'accords, même si elles sont minimales.

47.- Pour les corrompus et leurs alliés, l'impunité est une ressource de plus pour couvrir leurs méfaits. Dire la vérité est facile quand cette vérité ne dérange pas le pouvoir et assure l'applaudissement unanime des larbins. Ce qui est difficile, c'est de dire des vérités qui visent le mensonge, l'hypocrisie, l'insolence, la corruption, l'impunité et le cynisme de ceux qui gouvernent et de leurs pantins. La corruption et l'impunité ont ensanglanté le pays.

48.- L'histoire politique du Nicaragua nous enseigne que les dictatures visent toujours l'intelligence, la compréhension, parce que l'une de leurs sources de pouvoir réside dans l'ignorance des citoyens « ordinaires » qu'elles oppriment. Lorsqu'une protestation sociale massive de venant « d'en bas » surgit, le pouvoir autoritaire accuse l'ingérence étrangère ou les secteurs étrangers de vouloir organiser un coup d'Etat.

49.- Le binôme Ortega-Murillo quittera le pouvoir et laissera, après son départ, les scories d'une prétendue « classe politique de la nouvelle classe sociale » aux caractéristiques encore plus abâtardie et aux capacités encore inférieures. Le défi pour un nouveau gouvernement sera de sévir contre la corruption et d'engager des procédures d'enquête, en particulier concernant les cas les plus connus.

50.- De nombreux ministères et institutions gouvernementales ont été gérés de manière inopérante. Ils ont augmenté leur personnel pour des raisons de clientélisme et de corruption. Leurs directions ont été confiées à des personnes de confiance du couple présidentiel, mais très souvent avec peu ou pas de formation professionnelle, ne disposant d'aucune connaissance des activités qu'elles avaient à gérer.

51.- Un prochain gouvernement se devra d'éliminer ce gâchis gouvernemental. Il se devra

d'éliminer l'impunité, la corruption de tout l'appareil judiciaire, de nettoyer les institutions policières, etc.

52.- Le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) présenté à Managua et à Genève le 29 août 2018 souligne les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu : le recours disproportionné à la force par la police ; des disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires ; les campagnes de discrédit, de harcèlement et d'intimidation ; les licenciements arbitraires, la torture ; les viols de femmes en détention ; l'obstruction à l'accès aux soins de santé ; des groupes armés opérant avec l'accord des autorités.

53.- Suite à l'expulsion de la mission du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) – signifiée par une lettre, datée du 30 août, du ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, Denis Moncada Colindres – le gouvernement Ortega-Murillo continue de s'isoler internationalement encore plus. Il est devenu clair que le gouvernement est responsable de la terreur et du massacre de la population non armée. Tous les jours, les jeunes hommes et les jeunes femmes risquent de plus en plus d'être arrêtés.

54.- Le gouvernement Ortega-Murillo n'est pas conscient (ou refuse de l'être) que dans un contexte où tensions diverses avec les institutions internationales (de l'OEA aux Etats-Unis, en passant par l'UE) sont profondes, l'expulsion de la mission du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) augmentera, de manière plus que probable, le large isolement international. Ce dernier alimentera à sa façon la crise politique et sociale interne.

55.- Le gouvernement Ortega-Murillo a multiplié les prises de position publiques et a organisé des rassemblements pour faire croire à sa base qu'il est en train de gagner et pour décourager les autres citoyens « ordinaires ». Il promeut la judiciarisation de la politique (politisation de la justice) afin d'emprisonner les leaders sociaux et d'en faire la preuve d'une sortie de crise.

56.- En réalité, ce gouvernement qui n'a quasiment pas de soutien international [à l'exception avant tout de Cuba et du régime de Maduro et de Morales en Bolivie] a perdu le respect d'une grande majorité de la population et doit faire face à une énorme crise économique. Stratégiquement, avec l'expulsion de la mission du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le gouvernement Ortega-Murillo a encore accru sa perte de légitimité.

57.- Le rapport rendu public le 29 août au Nicaragua a été transmis, selon le chef de la Mission des Nations Unies au Nicaragua pour les droits de l'homme, aux quinze membres du Conseil de sécurité des Nations Unies. Une réunion est prévue le 5 septembre.

58.- S'agissant d'une réunion de la plus haute instance politique des Nations Unies, la récente décision d'expulsion de la Mission du HCDH prise par les autorités de Managua, qui a fait l'objet d'une large couverture dans la presse internationale, pourrait amener le Conseil de sécurité à examiner le cas de la crise sociopolitique au Nicaragua. Le débat prévu aura une audience internationale, quand bien même la position traditionnelle, dans un cadre de cette espèce, de la Russie et de la Chine se résumera à l'affirmation d'une « non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ». Quant à l'ingérence des Etats-Unis dans son arrière-cour, elle relève d'une tradition, ce qui permet à d'aucuns d'ignorer la situation interne d'un pays, sa crise sociopolitique, les mobilisations populaires démocratiques et d'appuyer les gouvernements en place, tout en concédant parfois « certaines erreurs ».

59.- L'intention d'Ortega-Murillo de rester au pouvoir à tout prix s'explique par le fait qu'un départ du gouvernement pourrait signifier, pour les membres du cercle restreint du pouvoir, le risque d'être soumis à une enquête sur leur fortune inexplicable. Pour cette raison, le Nicaragua subit de

facto une occupation militaire interne par les paramilitaires.

60.- Le gouvernement tente de minimiser les protestations et utilise tous les médias sous son contrôle pour convaincre la population que la situation s'est normalisée ; cependant, la réalité montre chaque jour le contraire.

61.- Après 145 jours de protestation sociale, il y a plus de 481 tués par des bandes paramilitaires, plus de 3962 blessés, 1338 détenus par des groupes armés non autorisés (parapoliciers), 300 prisonniers politiques condamnés lors de procès sommaires dans tout le pays, 30'000 réfugiés dans différents pays (dont quelque 23'000 au Costa Rica).

A la gauche traditionnelle je pose une question : combien de morts sont nécessaires pour reconnaître que le gouvernement Ortega-Murillo n'est ni de gauche, ni progressiste, ni socialiste ? Avec Ortega-Murillo, le somozisme renaît au Nicaragua.

62.- Si les événements prennent le cours que nous pouvons espérer, nous sommes au seuil d'une « transformation », la quatrième en près de deux siècles d'existence de notre pays, avec sa propre vie : indépendance en 1821, révolution libérale de 1893, révolution sandiniste en 1979 et révolution civique en 2018.

Ce qui se passe dans la politique et l'économie de notre pays ne peut plus continuer à l'identique de ce qui s'est passé dans les dernières décennies, marquées par l'injustice, l'opacité, l'impunité et la corruption. Des changements interviendront dans la vie des Nicaraguayens. Il s'agit de changements évidents, indispensable, qui n'en sont qu'à leurs balbutiements. Ils frappent déjà à la porte. Les gens ne sont pas stupides.

Notre correspondant à Managua, 4 septembre 2018

*****

« Vamos Nicaragua »

Cette récente vidéo [non reproduite ici] réunit des anciens responsables du FSLN, parmi lesquels, dans l'ordre d'apparition, Víctor Hugo Tinoco, Lea Guido, Hugo Torres Jiménez, Julio López Campos, Dora María Téllez, Roberto Samcam Ruiz, Mónica Baltodano, Luis Carrión Cruz. Sur cette vidéo, ils affirment les raisons de leur rejet de l'orteguisme qui a rompu avec le sandinisme. (Réd. A l'Encontre)

• A l'Encontre, Traduction A l'Encontre publiée le 6 septembre 2018 : http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-malgre-lassaut-repressif-dampleur-le-mouvement-social-profond-nest-pas-brise.html

---

« Les valeurs authentiques héritées de centaines de combattants ont été trahies »

Communiqué n° 7. Association collective des retraités des forces armées nationales et internationales nicaraguayennes (AIFARNIN)

L'AIFARNIN fait savoir au peuple du Nicaragua et à nos frères en retraite des forces armées ce qui suit :

• Le 2 septembre sera célébré le jour de la création de l'armée nationale du Nicaragua [5] conduites par le gouvernement de Daniel Ortega et Rosario Murillo fait de cette armée une complice de ceux qui répriment et un membre à part entière des groupes criminels de paramilitaires, qu'elle soutient au plan logistique par sa mobilisation et ses armements. S'abritant du prétexte d'une subordination constitutionnelle, l'armée actuelle commandée par le général Avilez déploie toute sa solidarité envers un régime qui assassine sans pitié des enfants, des jeunes, des anciens, sans considération pour leur genre.

Pour cette raison, nous décidons :

1° De refuser toute invitation et participation à une commémoration à laquelle seront présents les responsables des crimes, des tortures, des persécutions et des assassinats du peuple du Nicaragua.

2° D'exiger la libération de nos camarades fondateurs de l'Armée populaire sandiniste qui ont été arrêtés et emprisonnés [6] d'une manière infâme, arbitraire et illégale pour le seul fait de ne pas partager les choix et les actions criminelles menées contre le peuple nicaraguayen.

3° Que soit mis un terme à la répression, aux persécutions, aux emprisonnements et aux harcèlements criminelnos camarades qui ont vécu dans leur chair la politique terroriste du régime Ortega-Murillo. Parmi eux, on peut nommer : le général Hugo Torres Jimenez [7], le colonel Carlos Brenes Sánchez, le colonel Juan José Zelaya, le major Tomas Ramon Maldonado Perez, le major Roberto Sancan, le capitaine José Jaime Lopez, le capitaine Fernando Brenes Sanchez, le capitaine Jose Cubillo, le capitaine Julio Cesar Rodriguez Chávez, le premier lieutenant Carlos Valle, le premier lieutenant Manuel Sobalvarro Bravo, le lieutenant Juan Carlos Baquedano Rizo, le lieutenant Marco Eli Acevedo, le lieutenant Rogelio Martin Gámez Pineda.

4° De dénoncer les officiers à la retraite qui, dans un passé récent, ont rendu publiques les revendications pour les droits des retraités de l'armée et qui font désormais partie de la machine de répression et de mort, organisée par les terribles paramilitaires. Nous visons en particulier le général Glauco Robelo, le commandant Raul Venerio, le général Juan Estrada Garcia, le général Alvaro Baltodano Cantarero, le lieutenant-colonel Sabino Aguilar, le lieutenant-colonel Carlos Soza Fonseca, le major José Dolores Talavera (nom de guerre : Pedron), le major Santana Plata, le major Donald Mendoza (Cara de piña), le major Abraham Lopez, le capitaine Alberto Espinoza (Beto bajito), le capitaine Alvaro José Gonzales Cerrato (Antolin), le premier lieutenant Anibal Calero, le lieutenant Ramon Antonio Betancur, entre autres.

5° De manifester notre engagement ferme en solidaritéavec les familles de nos camarades arrêtés et emprisonnés ainsi qu'aux familles nicaraguayennes qui, aujourd'hui, pleurent ceux et celles qu'elles ont perdus.

6° D'exprimer au peuple du Nicaragua que sa lutte est nôtre et qu'ensemble nous parviendrons à mettre en déroute un régime « génocidaire » comme nous l'avons fait il y a 39 ans et comme nous l'avons défendu lorsque nous avons participé à la création de l'Armée populaire sandiniste le 2 septembre 1979.

7° De féliciter nos frères et sœurs fondateurs de l'Armée populaire sandinistre qui, aujourd'hui, dans leurs tranchées respectives résistent à l'offensive de répression menée par les traîtres envers le peuple du Nicaragua.

Association collective des retraités des forces armées nationales

et internationales nicaraguayennes (AIFARNIN), 31 août 2018

• Communiqué reçu par la rédaction de A l'Encontre, traduction A l'Encontre, publiée le 5 septembre 2018 :
http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-les-valeurs-authentiques-heritees-de-centaines-de-combattants-ont-ete-trahies.html

---

Quand le pouvoir organise, sous la menace, l'envoi de « lettres de dénonciation » par la population. Un aveu sur sa réalité

1°- A quatre mois du début des contestations sociales dans le pays, le Mecanismo Especial de Seguimiento para Nicaragua [MESENI-Mécanisme spécial de suivi du Nicaragua], la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) fait état de la poursuite des stigmatisations [accusation de terrorisme, de tentative de coup d'Etat] et de la criminalisation des protestations sociales par le biais d'accusations infondées et démesurées dressées contre des manifestants, des opposants, des dirigeants sociaux et des défenseurs des droits humains. S'y ajoutent des manquements graves dans le droit à une défense et à un procès obéissant aux normes légales des accusés ainsi que de violations des droits humains des personnes privées de liberté et de leurs familles [8].

2°- Au cours des onze dernières années (2007-2018), l'alliance entre le gouvernement Ortega-Murillo et les élites politiques et économiques a perverti les institutions, les procédures politiques, lesquelles ont été soumises à leurs intérêts, aux dépens de la population. La concentration des richesses, des revenus et des possibilités socio-économiques a entraîné une concentration du pouvoir. La qualité de la démocratie a été affectée par le désir d'imposer une succession familiale ainsi que par la prétention [d'Ortega-Murillo] de se perpétuer au pouvoir.

3°- Les élites politiques ont démontré leur absence de vision stratégique de la nation. La stratégie la plus importante a consisté à signer de multiples traités commerciaux sans accroître la production ou à soumettre la ressource principale du pays : l'eau. Il est grand temps de placer le bien-être de la population au centre des politiques économiques.

4°- Les inégalités sociales et économiques fragmentent la société, rendent difficile une lutte durable contre la pauvreté, engendrent des violences, limitent les garanties à un niveau de vie minimal de larges secteurs de la population. En même temps elles contribuent à réduire une croissance économique durable. La richesse produite, loin d'être socialisée, est concentrée dans quelques mains (par exemple, 80% des familles occupent des logements inadéquats). L'analphabétisme a cru, atteignant 20%.

5°- Le gouvernement Ortega-Murillo (2007-2018) n'a pas produit de changements structurels favorables aux intérêts des secteurs sociaux les plus défavorisés. Au contraire, la transnationalisation (zones franches) de l'économie s'est accrue au même titre que la domination du capital financier et le nombre de concessions minières.

6°- Il n'y a eu aucun progrès en matière de réforme agraire ni dans le processus de légalisation de la propriété possédée par les paysans. L'agrobusiness occupe une place plus importe au même titre que l'exploitation minière à ciel ouvert. Le gouvernement a mis en œuvre une stratégie de « conciliation de classes » (avec sa politique syndicale, agraire, d'alliances sociales, etc.) Avec la

crise qui s'est ouverte avril 2018, le modèle politico-économique est entré en crise.

7°- Ce bilan constitue une tromperie au regard des efforts et des sacrifices de milliers de personnes qui luttèrent contre la dictature somocista [Anastasio Somoza Debayle, formé sur ordre de son père à l'Académie militaire de West Point en 1946 ; il dirigea de suite la Garde nationale, instrument du pouvoir familial, il est au pouvoir présidentiel de 1967 à 1972, puis de 1974 à 1979. Réd.] en vue d'une transformation du pays, y compris en le payant de leurs vies. Ortega-Murillo en alliance avec la droite patronale et politique ont formé leurs partisans à l'idée que le capitalisme n'est pas réformable.

8°.- Ortega-Murillo ont également gouverné en alliance avec des groupes capitalistes surgis sous la protection du gouvernement. Une nouvelle classe capitaliste liée au budget public, à l'argent de la coopération vénézuélienne [durant la période de Chavez et au début de régime de Maduro] et à la corruption. La génération des années 1980, celle qui fit la révolution, a été politiquement battue et éloignée de la direction gouvernementale.

9°- La « deuxième étape de la révolution » n'existe que dans l'esprit des bureaucrates et technocrates de la politique. La révolution s'est épuisée en 1990 suite à la défaite électorale et à la dite piñata [appropriation de bien avant le transfert du pouvoir] qui favorisa l'enrichissement illicite de nombreux cadres du sandinisme. Preuve en est le fait que la grande majorité des cadres de l'actuel gouvernement agissent comme des politiciens traditionnels. Pour monter [dans la société], ils appliquent le principe qui veut que tout se vaut ; ils pensent qu'ils doivent être non seulement hypocrites, mais aussi sournois. Leur soumission obséquieuse nourrit leur superbe insolence. Ils sont convaincus que tout le monde doit les supporter car ils font partie d'une nouvelle classe.

10°- Nous autres qui avons lutté contre la dictature somocista et les inégalités socio-économiques, nous espérions que la chute de la dictature permettrait l'ouverture d'un processus de transformation qui frayerait la voie à l'instauration d'un gouvernement démocratique et progressiste. Au fil du temps, la pensée conservatrice et l'héritage culturel de l'autoritarisme ont mis à mal ces espoirs.

11°- A partir de 2007, le gouvernement Ortega-Murillo favorisa l'agrobusiness, renforça la bourgeoisie traditionnelle au moyen d'exonérations et de subventions publiques, dépolitisa ses partisans, soumit les autres pouvoirs de l'Etat à la volonté de l'exécutif. En parallèle, grâce à l'argent de la coopération vénézuélienne, il parvint à impulser une politique sociale de type assistencialiste, sans diminuer pour autant la pauvreté, mais parvenant ainsi à se forger une base sociale sous forme de clientèle.

12°- Le résultat visible est le suivant : le parti révolutionnaire (FSLN) est devenu réactionnaire, oppresseur de la population, inventant un pseudo-socialisme réactionnaire. La majorité de la population en est arrivée à le haïr. La crise sociopolitique d'avril 2018 fait que l'orteguisme [qui marque une rupture avec le sandinisme] fait naufrage en même temps que son modèle politique autoritaire.

13°- Depuis avril 2018, le nombre de morts recensé s'élève à 488 auxquels il faut ajouter les près de 3000 blessés, plus de 150 prisonniers politiques, des milliers de torturés, un nombre indéterminé de disparus et plus de 25'000 exilé·e·s, résultat de la répression du gouvernement Ortega-Murillo. La majorité des personnes assassinées, des prisonniers et des exilés proviennent des quartiers et des localités qui se sont soulevées avec le plus d'audace et qui luttent pour faire faire tomber l'orteguisme du pouvoir.

14°- La répression brutale s'est transformée en une chasse aux sorcières dans les différentes villes du pays. Les policiers et les paramilitaires encagoulés poursuivent, arrêtent, séquestrent et font

disparaître des centaines de personnes avec la bénédiction du gouvernement. Les personnes arrêtées lors des manifestations sont accusées d'être des terroristes. De telle sorte que l'orteguisme ne pense reculer dans la lutte qu'il mène contre la population qui s'est soulevée de manière indépendante, utilisant le qualificatif d'autoconvoqué et de manière décentralisée, non coordonnée.

15°- Le gouvernement utilise les arrestations massives et les disparitions pour semer la terreur dans le but de se maintenir au pouvoir et faire obstacle aux mouvements sociaux protestataires, ce qui est une démonstration du fait que l'impunité, l'injustice et le mal sont au centre du gouvernement du pays. Le moment actuel est difficile car, bien qu'Ortega-Murillo aient perdu le soutien de la majorité de la population, ils refusent de quitter le pouvoir.

16°- Les paramilitaires ont démantelé les barrages (tranques) et/ou barricades utilisés par la population pour se défendre de la répression. Ils l'ont fait par le feu et le sang. En d'autres termes, le gouvernement Ortega-Murillo réprime, emprisonne, séquestre, le pouvoir judiciaire, criminalise les protestations. La fuite du Nicaragua en est une expression, Le gouvernement ordonne à ses paramilitaires et à ses policiers de tirer et d'assiéger les manifestants qui réclament la fin de la dictature.

17°- Les groupes de choc du gouvernement du Nicaragua ont tiré, samedi 25 août, sur une caravane de véhicules d'activistes qui tentaient de parcourir la capitale. Si l'on se réfère aux images de Canal TV 100% Noticias – dont les reporters ont été plusieurs fois inquiétés – qui a transmis l'événement en direct, la caravane a été poursuivie par un contingent de paramilitaires portant capuche et fortement armés.

18°- Le type d'armement utilisé par les paramilitaires est de type militaire, utilisé exclusivement par l'armée. L'objectif politique est d'éviter une érosion accrue de la base sociale du gouvernement et de faire la démonstration qu'Ortega contrôle la situation depuis son bunker d'El Carmen (quartier gouvernemental de Managua).

19°- Dans un tweet, l'évêque auxiliaire de Managua, Monseigneur Silvio Báez, a déclaré qu'il « est inadmissible de criminaliser le peuple pour le seul fait qu'il exerce son droit à la protestation et de le traiter comme s'il s'agissait de terroristes. La paix sociale ne s'impose pas à coups de feu, d'intimidations, d'emprisonnements et de procès judiciaires injustes. »

20°- Une normalité nouvelle règne dans les villes du Nicaragua : des hommes armés, dissimulant leur identité sous cagoules, défilent dans les rues, harcèlent les passants ; les gens ne veulent pas parler et jettent un regard dans toutes les directions, comme s'ils étaient surveillés. Ils baissent la tête lorsque les bourreaux passent.

21°- Le parti de gouvernement use de son pouvoir dans la majorité des municipalités et des institutions gouvernementales pour contraindre la population à signer une lettre adressée à Ortega et aux magistrats de la Cour suprême de justice (CSJ) dans laquelle est inscrite l'exigence de « justice et réparation » pour les morts et les dommages causés par les « terroristes visant à faire un coup d'Etat » ! Les personnes travaillant dans les agences de gouvernement ont dû signer cette lettre et y ajouter les numéros de leur pièce d'identité. S'ils refusent, ils sont classés comme étant des terroristes et risquent de perdre leur travail.

22°- Cette campagne visant à contraindre les habitants à signer contre les « golpistes » se déroule dans les quartiers des villes, dans les villages paysans. Des tables sont dressées à cette fin sur les marchés, dans les parcs à l'entrée de terrains de sport. Il s'agit là d'une violation claire des droits humains car les gens ne signent pas de leur plein gré.

23°- Cette lettre a pour objectif de dissimuler les actions criminelles de paramilitaires et des policiers qui ont tué plus de 480 jeunes et citoyens. Elle entend neutraliser les protestations et créer un climat de terreur destiné à paralyser, socialement, les habitants. Il s'agit cependant en même temps d'un aveu de faiblesse et l'expression d'une peur face au mouvement populaire.

24°- Les hauts fonctionnaires du pouvoir judiciaire – magistrats, procureurs, juges – obéissent à la volonté et aux désirs du pouvoir d'Ortega-Murillo, pas à la Justice. Parmi ceux-ci, on trouve des individus dont le passé est plus que discutable. Dans le contexte présent de persécution politico-judiciaire, les normes et les procédures en matière de jugement des prisonniers politiques ont entièrement été violées. En d'autres termes, il s'agit d'une disparition de l'Etat de droit. Au Nicaragua, personne n'est en sûreté. Les dictatures sont néfastes pour tout le monde.

25°- Au cours des quatre mois de protestation au Nicaragua, les médias, nationaux et étrangers, les journalistes indépendants et les agences internationales ont enregistré des pertes à la suite de vols ou de dommages aux équipements réalisés par les paramilitaires ou la police. Le montant de ces « partes » est estimé à 596'000 dollars (ce qui équivaut à 19,2 millions de córdobas).

26°- Le projet du gouvernement Ortega-Murillo est de contrôler tous les moyens de communication indépendants : Canal 10 de TV, mettre hors-jeu Canal 12 de TV, porter atteinte à Canal 100% Noticias, Radio Corporación et détruire la radio Mi Voz de la ville de León. Il vise également à ce que la CIDH, la GIEI [le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants] et l'organisation des droits humains des Nations unies quittent le pays. Il veut un silence total, l'impunité et aucun témoin. Ortega-Murillo veulent éviter avant tout un procès pour crime de lèse-humanité.

27°- L'administrateur général de Canal 10 de TV, Carlos Pastora (réfugié dans l'ambassade du Honduras), a confirmé que le gouvernement Ortega-Murillo envisage d'installer un émissaire au sein de la chaîne pour contrôler le contenu politique de l'émission d'informations Acción 10. Ce fait illustre l'escalade répressive du régime, ciblant les journalistes et les médias indépendants. Aucun dirigeant patronal ne s'est prononcé en défense de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.

28°- En mai 2018, le gouvernement Ortega-Murillo a accepté la venue du CIDH au Nicaragua car son régime fléchissait devant la rébellion populaire pacifique et qu'il avait besoin de gagner du temps pour retrouver des forces. C'est pour cette même raison qu'il en est venu à demander à l'Eglise catholique d'organiser le « dialogue national », sans vouloir pour autant négocier un accord permettant la résolution de la crise sociopolitique par le biais d'une démocratisation. Aujourd'hui, assis sur une montagne de cadavres et imposant la terreur, Ortega est convaincu de disposer de suffisamment de force et il ne veut pas négocier.

29°- Les obstacles placés par le gouvernement Ortega-Murillo face aux travaux du Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI) et l'interdiction d'entrée dans le pays du Groupe de travail pour le Nicaragua, deux organismes de l'Organisation des Etats américains (OEA), s'expliquent par le fait qu'il a beaucoup de choses à dissimuler et ne veut pas être accusé en raison de sa participation à l'organisation de groupes paramilitaires ainsi que suite à la violation systématique des droits humains contre le peuple nicaraguayen.

30°- Le gouvernement Ortega-Murillo développe une campagne contre la CIDH (Commission interaméricaine des droits humains) car les rapports de cette dernière divulguent objectivement l'horreur de la répression ciblant la population nicaraguayenne entrée en résistance pacifique. Les rapports de la CIDH démontrent la persécution que subit un peuple qui défile dans les rues, la criminalisation des protestations et le transfert devant des tribunaux. L'appareil judiciaire à son service poursuit plus de 150 étudiants et habitants. Ces actions ont accru l'isolement international

du gouvernement.

31°- Il est impossible que les paramilitaires ne soient pas directement coordonnés avec Ortega-Murillo ; ils veulent dissimuler le fait que certains militaires et groupes paramilitaires obéissent directement à leurs ordres de répression. C'est pour cette raison manifeste que le binôme au pouvoir et ses complices proches empêchent les progrès des enquêtes des organismes internationaux.

32°- Depuis que le gouvernement Ortega-Murillo a détruit les barrages et les barricades dans plusieurs villes du pays à la suite d'une offensive paramilitaire et policière sanglante, une féroce répression judiciaire, des arrestations, des tortures contre la population sont donc à l'œuvre. Toutefois, pas un seul paramilitaire ou policier n'a été placé sous enquête.

33°- Les actions répressives font partie d'une stratégie plus ample visant à abroger la liberté d'expression, sanctionner ceux qui formulent des critiques et entraver toute existence d'alternatives politiques à même de gérer le pays vers une plus grande égalité économique et la justice sociale.

Arrestation de Carlos Brenes, colonel de l'EPS (Armée populaire sandiniste), âgé de 66 ans et à la retraite de son poste militaire depuis 1991. C. Brenes a joué un rôle important dans la lutte contre la dictature de Somoza. Il était le « bras droit » de Camilo Ortega, frère de Daniel Ortega, à Masaya. Après l'assassinat de Camilo Ortega, en 1978, Carlos Brenes fut responsable de la région de Chinendega. Par cette arrestation et son emprisonnement, Ortega veut faire la démonstration qu'aucune figure du sandinisme qui s'oppose à son pouvoir n'échappera à la répression. Carlos Brenes animait, avec d'autres, le Front large pour la démocratie (FAD) face à l'autoritarisme du régime Ortega-Murillo. (Réd.)

34°- La décision d'Ortega-Murillo d'empêcher les enquêtes du GIEI n'est pas avantageuse pour le Nicaragua, dans la mesure où cela peut aboutir à des répercussions négatives dans le cadre des prêts financiers internationaux (BID, Banque mondiale) qui ont une grande importance. Le problème auquel s'affrontent Ortega-Murillo réside dans le fait qu'ils ne peuvent éviter de nouvelles sanctions des Etats-Unis, tels que le Global Magnitsky Act qui bloque les biens des personnes qualifiés d'atteintes aux droits humaines ou de corruption superficiel et misent sur une sortie négociée d'Ortega-Murillo.

56° Le gouvernement Ortega-Murillo, face au bourbier politique interne provoqué par leur incapacité à détruire les protestations sociales, face au tsunami politique international qui s'accumule contre eux (loi Global Magnitsky, loi Nica, loi Magnitsky Nicaragua) et à l'approfondissement de la récession/crise économique dans lequel est plongé le pays – et pour parer cette vulnérabilité d'ensemble – suivant les conseils de Nicolas Machiavel dans son ouvrage Le Prince peut opter en faveur d'une augmentation de la gravité du conflit afin d'établir un nouveau rapport de forces qui, à ses yeux, serait moins étouffant pour eux.

57°- La logique répressive tous azimuts du gouvernement pourrait pousser un secteur de la population à s'armer pour se défendre, que ce soit en raison de la violence déclenchée contre les marches et/ou parce que les habitants commencent à adopter une nouvelle forme de défense dans la construction de nouveaux tranques. De la sorte, se produirait un affrontement inégal. Le gouvernement pourrait justifier ainsi la répression, affirmant se trouver dans une guerre civile. De cette façon, le gouvernement pourrait établir une nouvelle « table de discussion », avec de nouveaux acteurs, de nouveaux témoins et un nouvel agenda de sortie de crise. (Managua, 26 août 2018 ; traduction A l'Encontre)

Notre correspondant à Managua

• Publié par A l'Encontre le 30 août 2018 :
http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-quand-le-pouvoir-organise-sous-la-menace-lenvoi-de-lettres-de-denonciation-par-la-population-un-aveu-sur-sa-realite.html

---

Ortega organise un déploiement massif contre la marche qui s'est déroulée à Granada

Les forces de la police nationale et les paramilitaires du régime d'Ortega ont effectué ce samedi 25 août 2018 un raid massif de détentions illégales contre des manifestant·e·s et des leaders universitaires qui voulaient participer à des marches de protestation dans différentes villes du pays. Au moins 32 personnes ont été capturées à Carazo, Matagalpa, León et Managua. Elles ont été transférées dans les prisons d'El Chipote et seulement 20 ont été libérées à l'heure de la clôture de cette édition de Confidencial.

La Coordinadora Universitaria por la Justicia y la Democracia (CUDJ), membre de l'Alianza Cívica por la Justicia y la Democracia (Alliance Civique pour la Justice et la Démocratie), a dénoncé que 20 de ses membres -– dont trois documentaristes – ont été arrêtés à la jonction de San Marcos et Jinotepe, en route vers Granada afin de participer à la marche nationale pour exiger la libération des prisonniers politiques.

Les 20 membres de la CUDJ ont été libérés après des heures de pression des citoyens et de négociations engagées par des organisations de défense des droits de l'homme. Parmi les détenus se trouvaient l'étudiant Enrrieth Martínez, membre de la table du Dialogue national, et un documentariste brésilien.

Cependant, on a appris plus tard que trois autres membres de la CUDJ ont été arrêtés dans la ville de León : Yaritza Mairena, Levis Rugama et Victoria Obando, après la fin d'une autre marche de protestation dans cette ville. Avec eux, quatre autres jeunes du Mouvement du 19 avril ont été emprisonnés.

Les citoyens auto-convoqués de León ont immédiatement protesté en organisant un sit-in massif devant le poste de police. Ils ont exigé la libération des sept jeunes hommes. Face à la pression et à la tension, les prêtres catholiques de León ont servi de médiateurs entre la population et la police. Le père Silvio Selva, curé de l'église San Felipe, a confirmé à Confidencial que les détenus ont été transférés à 18h30 à la Direction de l'assistance judiciaire (DAJ), c'est-à-dire dans les cellules de la prison d'El Chipote, à Managua.

« Ils ont été déportés en un temps record et ils sont accusés de crimes tels que le terrorisme », a déclaré le prêtre à Confidencial.

A Matagalpa, des paramilitaires ont enlevé quatre personnes dans le secteur du parc de Morazán. Les personnes enlevées – et toujours portées disparues – sont Freddy Blandón Alvarado, Gustavo Blandón Rodríguez, Rafael Medina Sequeira et Tatiana Arauz Chamorro, tous âgés de moins de 17 ans.

Pendant son séjour à Managua, le D^{r} José Antonio Vásquez Mena, 54 ans, a été enlevé par des individus armés. L'enlèvement du médecin a eu lieu dans une cafétéria de la Carretera Masaya, au

centre des tensions suscitées par la militarisation de la route Managua-Granada.

Caravane citoyenne attaquée

Les 20 détenus de la CUDJ ont dû emprunter la route de Carazo pour se rendre à Grenade, car dès ce samedi matin, la police nationale a mis en place des barrages routiers au kilomètre 15 de l'autoroute Masaya, au rond-point de Ticuantepe, où ils arrêtaient et séquestraient les véhicules se dirigeant vers le sud.

Le poste de contrôle de police du rond-point de Ticuantepe était le plus surveillé. Environ 70 officiers et policiers antiémeutes y étaient déployés. Quelques-uns d'entre eux sont montés sur le pont piétonnier pour surveiller en direction de Managua, où une caravane de citoyens et citoyennes devait partir à onze heures du matin depuis le rond-point Jean Paul Genie pour rejoindre la marche nationale de Grenade.

Cependant, la caravane a dû se disperser à cause de l'intervention de la police près du centre commercial de Managua, alors qu'elle se dirigeait vers les quartiers est de la capitale. Les policiers, à bord de fourgonnettes, accompagnés de civils armés, dont certains cagoulés, suivaient en parallèle, sur la route, selon le Mouvement des organisateurs auto-convoqués.

Pour éviter d'autres violences, les organisateurs de la caravane ont décidé de ne pas se rendre à Granada. En plus du poste de contrôle du rond-point de Ticuantepe, la police en a installé un autre au kilomètre 21 à Piedra Quemada. Plus loin, au rond-point de Las Flores, il y avait plus de policiers, et en arrivant à Grenade, il y avait un groupe d'hommes FSLN sur des motos, occupant la route.

La marche nationale à Granada était prévue à une heure de l'après-midi. Elle devait partir de l'église de Xalteva. Cependant, la forte présence policière et la contre-marche du régime de Granada ont forcé les citoyens auto-convoqués à déplacer le point de rassemblement de quelques pâtés de maisons vers le centre-ville.

Le rassemblement a été initié par un groupe de citoyens de Nandaime [municipalité du département de Granada], qui ont réussi à contourner le dispositif de contrôle de la police placé sur la route. Ensuite, les citoyens de Tipitapa [une des municipalités du département de Managua] et de Nindirí [municipalité du département de Masaya] se sont joints à eux. Selon l'un des organisateurs de la marche à Granada, mais qui préfère rester anonyme, ils s'attendaient à une concentration plus importante, si le déploiement policier du régime n'avait pas eu cette ampleur en vue de faire obstacle à l'activité de l'opposition.

« Nous avons le droit de protester pacifiquement. Nous voulons la démocratie et la justice. Ils (le gouvernement) ne veulent pas parler et la police antiémeute qui assiègent la ville en sont la preuve », a déclaré l'un des jeunes manifestants de Nandaime.

Bien que la police nationale et des dizaines de policiers antiémeutes aient gardé les rues de Granada pour encadrer les partisans du gouvernement, la pression policière contre la marche bleue et blanche n'a pas cessé. Quand les opposants ont commencé à se réunir, des motocyclistes avec des drapeaux FSLN sont passés sur la rue Xalteva, insultant et faisant des vidéos avec leurs téléphones portables. Quelques minutes plus tard, six voitures de police antiémeutes, avec leurs fusils, se sont placées sur les côtés des manifestants.

La marche nationale a été rejointe par les dirigeants universitaires Valeska Valle, Francisco Martínez et Edwin Carcache. Ils ont dû se rendre dès le vendredi à Granada parce qu'ils avaient prévu le déploiement de la police.

« Nous avons pris des routes différentes depuis Managua. Nous sommes restés dans une maison sûre, parce que nous savions qu'ils allaient essayer de bloquer le passage. Il était vital pour nous d'accompagner nos frères à Granada, parce qu'il n'est pas possible pour le gouvernement occupe la rue. Les rues appartiennent au peuple », a déclaré V. Valle à Confidencial.

Environ 500 personnes ont défilé à Granada. Elles ont parcouru une partie du centre historique de la ville, où l'absence d'activité touristique était révélée par la fermeture des restaurants, des bars et hôtels. Ceux qui étaient ouverts étaient vides. Puis, la marche s'est rendue dans les quartiers de la ville coloniale. Les citoyens sont sortis de chez eux avec des drapeaux pour accueillir les manifestants.

La marche parcourait La Calzada, la rue touristique la plus populaire de Granada, lorsqu'une pluie torrentielle a commencé à tomber. Alors que la contre-marche du gouvernement est restée dans le secteur de Xalteva. Malgré tous les obstacles mis en place par le gouvernement et le siège policier constant, les citoyens ont crié dans les rues de Granada : « Oui, c'est possible, c'est possible ! »

La tension a augmenté, presque à la fin de la marche, dans le quartier d'Arroyo Carita, où les barricades étaient plus importantes le mois dernier. Des affrontements verbaux – et quelques accrochages – eurent lieu entre des sympathisants sandinistes et les citoyens. Mais suite à l'intervention des organisateurs de la marche, la dispersion a été décidée.

Wilfredo Miranda Aburto

• Article publié dans le quotidien nicaraguayen *Confidencial*, le 26 août 2018 ; traduction A l'Encontre publiée le 27 août 2018 : http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-quand-le-pouvoir-organise-sous-la-menace-lenvoi-de-lettres-de-denonciation-par-la-population-un-aveu-sur-sa-realite.html

---

La guerre déclenchée par Ortega-Murillo. Faire face à une phase nouvelle de l'histoire politique

Photo transmise par des participants à la manifestation pour la libération des prisonniers politiques à Managua, le 15 août. Manifestation d'importance organisée malgré la répression du gouvernement Ortega-Murillo

1.- Quatre mois après le début des manifestations pacifiques, l'insécurité règne au sein de la population. Les menaces, les arrestations et la torture sont les principales raisons pour lesquelles les gens s'adressent aux organisations de défense des droits de l'homme suite au 18 avril.

2.- La guerre déclenchée par le gouvernement Ortega-Murillo avec sa police cagoulée et ses

paramilitaires vise à briser et à détruire les manifestations sociales. Le mouvement social ne peut pas aborder cette guerre avec la même « logique » que le gouvernement Ortega-Murillo.

3.- Ortega-Murillo représentent le nœud central du gouvernement qui contrôle et manipule des secteurs sociaux afin de poursuivre leurs terribles crimes contre les citoyens et citoyennes non armés. Nous ne devons pas oublier que la « culture caudilliste » est présente chez de nombreuses personnes, ce qui permet la manipulation par le régime de nombreuses consciences.

4.- Le mouvement étudiant d'avril 2018 a marqué le début du déchirement du système politique du co-gouvernement Ortega-Murillo+le Grand Capital, étant donné la lassitude généralisée et la faillite de ce modèle qui a accru l'appauvrissement au sein de la population générale.

5.- La réponse du régime aux protestations a été une répression insensée. Le mensonge, la manipulation, la corruption de la « Justice », l'impunité, l'insulte et la répression nous démontrent que les folies du pouvoir ont été nombreuses ainsi que, de même, les silences complices. Je pense qu'une critique à contretemps n'est pas une critique, mais une justification.

6.- Selon l'Unión de Productores Agropecuarios du Nicaragua (UPANIC), 50 propriétés, jusqu'en date 16 août, ont été saisies, ce qui couvre une superficie de 8742,5 manzanas [une manzana équivaut à 0,7050 hectare]. Selon la même source cela a suscité des pertes à hauteur de 16,4 millions de dollars pour ce secteur privé [9].

7.- La possibilité de plus en plus restreinte pour Ortega-Murillo de négocier une sortie de la crise sociopolitique actuelle l'oblige à refuser que la Commission du travail de l'OEA vienne au Nicaragua [10]. C'est une façon d'écarter ce qu'il considère comme un danger pour lui-même ou pour les membres de la nouvelle classe.

8.- La phrase d'Ortega selon laquelle « cela n'arrivera jamais », se référant à l'arrivée de la Commission du travail de l'OEA au Nicaragua, doit se traduire par la formule suivante : « Cela ne me convient pas du tout » ou « j'ai peur de ce qui pourrait arriver plus tard ».

9.- Les choses arrivent parce qu'elles peuvent arriver, l'impossible n'arrive jamais. Par conséquent, à l'heure actuelle, certaines considérations doivent être prises en compte.

10.– La première est que nous ne devons pas sous-estimer la guerre du régime actuel, car elle vise à mettre le mouvement social à genoux. Si nous mettons la situation présente en perspective, nous pouvons dire que nous sommes dans une phase d'effort massif de destruction mené par Ortega utilisant sa branche armée : les paramilitaires cagoulés.

11.- Nous assistons à une aggravation du climat répressif qui cherche à éliminer les leaderships locaux et de quartier qui visent à empêcher la résurgence des mouvements sociaux et à rendre impossible l'établissement d'un leadership national. Toutefois, le Nicaragua n'est pas revenu à la normale.

12.- La population souffre d'un niveau élevé d'incertitude et d'insécurité en raison de la répression gouvernementale à laquelle sont confrontés les jeunes en particulier, qu'ils aient participé ou non aux manifestations pacifiques contre le régime. Les prisonniers politiques sont condamnés sans aucune preuve.

13.- La deuxième : la défense des droits humains de tous les citoyens et citoyennes s'impose avec force. La défense de ces droits assure que le statut de citoyen de la population prend une forme et un sens d'être collectif. La défense face aux attaques des paramilitaires permet d'unir le peuple, tout en ruinant politiquement le gouvernement, tant au niveau national qu'international ; cela tant que

nous sommes capables de maintenir, sous diverses formes, la mobilisation sociale sur la durée.

14.- Y compris le fait de ne plus ériger de barrages routiers et de barricades prend ici son sens. Il ne fait pas sens, au plan politique, de risquer l'avenir des protestations en voulant montrer au gouvernement, sur ce terrain, que nous n'avons pas été battus. Il s'agit, à ce stade de la lutte, de maintenir l'esprit combatif du mouvement social par d'autres moyens.

15.- Par conséquent, dans ces moments, la clé est la permanence, la persistance et la durabilité pour survivre en tant que mouvement social. A ce stade, il est nécessaire d'établir publiquement la liste les morts, des prisonniers politiques et des disparus [11]. Avec Ortega-Murillo, le somozisme a trouvé une renaissance au Nicaragua.

16.- Il existe une insurrection de la narration collective : circulent les histoires douloureuses de milliers de personnes qui ont souffert et souffrent de la répression du régime. Quand les gens sont capables de ressentir la douleur des autres, cela nous transmet l'espoir que la lutte continuera.

17.- Les communautés [quartiers, villages, villes, associations diverses, etc.] optent pour la défense non violente des droits de l'homme de leurs représentants (leaders) locaux, de ceux des prisonniers et des personnes disparues. Il doit être clair qu'il n'y a pas de raccourci pour éviter la douleur et la mort causées par la répression des paramilitaires, mais existe l'aptitude de les transmuer en une force collective.

18.- La troisième considération est complexe. En effet, le mouvement social n'a pas l'expérience d'un chemin aussi nécessaire qu'inédit au Nicaragua : la lutte non-violente.

19.- Le défi consiste à vaincre politiquement la stratégie de destruction mise en œuvre par le gouvernement Ortega-Murillo et, simultanément, à créer une stratégie politique pour obtenir la victoire.

20.- Dans un tel tournant de l'histoire politique, nous n'avons d'autre choix que la créativité. Ne pas avoir de stratégie conduirait à l'échec et nous trébucherions à nouveau sur le même obstacle : permettre au régime dictatorial de se perpétuer.

21.- Nous sommes dans une période de grande confusion, sans leadership national reconnu, avec les leaders locaux disloqués par la répression ; nous devons nous en tenir à une stratégie qui ne peut être neutre : l'objectif doit être la défaite politique du gouvernement Ortega-Murillo.

Notre correspondant à Managua, 18 août 2018

• Traduction A l'Encontre publiée le 27 août 2018 : http://alencontre.org/video/nicaragua-la-guerre-declenchee-par-ortega-murillo-faire-face-a-une-phase-nouvelle-de-lhistoire-politique.html

---

Mise en perspective et conjoncture

1.- Les changements, comme cela a toujours été le cas, dépendent des rapports de forces en jeu, à chaque moment. La solution de sortie du gouvernement Ortega-Murillo ne doit pas exclure la flexibilité tactique.

2.- A partir d'avril 2018, l'aggravation de la crise sociopolitique a contraint le grand capital à faire un pas en arrière par rapport à l'évidence de la répression et à la détérioration des relations du régime avec les Etats-Unis. Car ses intérêts économiques pourraient s'effondrer et, conjointement, ses intérêts stratégiques. Les circonstances et la crainte de ce qui pourrait se produire l'ont contraint à une modification, au moins partielle, de ses plans de co-gouvernement avec Ortega-Murillo

3.- Avant avril 2018, les membres de la classe dirigeante n'ont jamais eu l'intention de soutenir un véritable processus démocratique. Par exemple, ils se sont tus et ont avalisé le gouvernement Ortega-Murillo, après les élections de novembre 2016, lorsque Ortega a supprimé tous les reliquats démocratiques, lorsqu'il a annulé le statut juridique des partis d'opposition et a réprimé tout mouvement social, etc.

4.- Le mouvement d'avril 2018 est le résultat d'une multitude d'actions au sein de la société nicaraguayenne : 95 marches liées à la résistance paysanne face à la concession du canal transocéanique ; le mouvement en 2013 contre la concession minière de Rancho Grande (Matagalpa, mine d'or) ; la lutte des mineurs de la mine d'or d'El Limón (département de Léon) ; la mobilisation des femmes d'Ocotal (département de Nueva Segovia) pour la reconnaissance de leur contribution à l'économie ; les grèves des travailleurs et travailleuses des zones franches ; les batailles des écologistes pour la durabilité écologique (la forêt tropicale de Bosawas et la réserve biologique d'Indio Maíz) ; les luttes des étudiants en soutien aux personnes âgées lors de la contre-réforme de la sécurité sociale ; les mobilisations des femmes contre la violence sexiste, etc.

5.- Le mouvement social d'avril 2018 a montré qu'en dépit des politiques imposées par la logique de contrôle et de répression, la société était en mouvement et capable de s'exprimer sous diverses formes dans les circonstances les plus défavorables. C'est cette société qui a rendu possible ce mouvement sociopolitique pour un espace démocratique.

6.- L'objectif initial du mouvement d'avril est de redonner un caractère de gouvernement à une instance qui en avait perdu les traits démocratiques, y compris formels. Au cours des onze dernières années (2007-2018), l'Etat a été transformé en un enclos auquel a un accès, presque exclusif, une strate fortement parasitaire, une « classe » politique corrompue prête à conserver le pouvoir à tout prix.

7.- L'erreur en politique consiste souvent à croire que la gouvernabilité d'un Etat émane de la répression de la classe dominante et non de la construction d'un consensus (une sorte d'interdépendance) de la société. C'est pourquoi Daniel Ortega et Rosario Murillo ne peuvent pas saisir qu'ils n'ont pas compris l'origine de cette crise sociopolitique.

8.- Etant donné ce manque de compréhension (avec ses racines matérielles), le gouvernement Ortega-Murillo se doit d'accuser les Etats-Unis d'être les instigateurs de la crise sociopolitique à laquelle le Nicaragua s'affronte. Dès lors, ils décident de recourir à la répression comme le moyen de la résoudre. L'intransigeance d'Ortega a conduit le pays à une aggravation de la crise. Pendant ce temps, l'armée de fourmis résiste toujours.

9.- L'alliance d'Ortega-Murillo avec le grand capital a dénaturé la démocratie naissante et a facilité la concentration de la richesse dans quelques mains, établissant une distribution inversée de la richesse. Ce schéma de pouvoir ne tenait pas compte du fait que ledit marché ne résout pas les inégalités sociales, mais les exacerbe.

10.- Le gouvernement Ortega-Murillo a oublié que la meilleure politique sociale est une politique économique visant un développement et une égalité optimale. La politique sociale doit viser à

protéger les plus faibles. Le gouvernement et les grandes entreprises ont « oublié » qu'il était indispensable pour un système politico-économique marqué par l'inégalité et la concurrence d'assurer un minimum de gouvernance démocratique et de jeu politique.

11.- Si l'emploi et le salaire minimum vital, digne, ne faisaient pas partie d'une stratégie de développement à long terme, il n'y avait pas de politique sociale qui puisse persister et résister, à la longue, à la pression de ceux « d'en bas » qui sont convaincus de la nécessité d'échapper à la pauvreté. De même, à moyen et long terme, la stabilité sociale ou politique n'était pas possible sans la construction et la mise en œuvre d'une politique économique distributive.

12.- Les salaires ont été sévèrement attaqués par la financiarisation de l'économie, en contrepartie de l'obtention d'énormes profits pour les activités financières, rentières et spéculatives. En même temps, l'investissement privé privilégie les activités improductives. Et les dépenses publiques privilégient les investissements exigés par la mondialisation : routes, télécommunications, ports, sans mentionner les projets extractivistes, etc.

13.- Le gouvernement Ortega-Murillo a maintenu sous contraintes les investissements sociaux dans les secteurs de la santé et de l'éducation, les maintenant aux mêmes niveaux d'investissement que ceux des gouvernements néolibéraux précédents [Aléman puis Bolanos 1997-2007]. Le gouvernement Ortega-Murillo a permis aux différentes factions de la classe dirigeante de se réorganiser dans la répartition des « excédents » économiques. En d'autres termes, a été mis en marche un blanchiment des secteurs les plus rétrogrades de l'Etat néolibéral.

14.– Les phénomènes sociaux se produisent si les conditions objectives et subjectives sont présentes à un moment donné. Le gouvernement Ortega-Murillo, depuis des années, est entré dans un processus de dégradation socioculturelle qui entraîne toute la société dans la débâcle et la non-viabilité du modèle politique autoritaire, sans avoir la capacité de trouver une issue. Dès lors, le modèle mis en œuvre est entré en crise, sans que le gouvernement puisse échafauder une solution dans un cadre d'immobilisme politique.

15.- La corruption gouvernementale a été un symptôme visible de la dégradation de la « nouvelle classe » au pouvoir. Avec l'apparition de l'argent vénézuélien, sans aucun contrôle, étaient réunies les conditions objectives pour le vol et le pillage au détriment du peuple et au bénéfice substantiel de la classe dirigeante. L'argent vénézuélien était le pétrole de la corruption qui a permis une certaine stabilité du gouvernement ces dernières années.

16.- Depuis onze ans, différents scandales ont été dévoilés sur les trafics d'influence, les relations putrides avec les hommes d'affaires, etc. Le peuple a ressenti la dégénérescence croissante des fonctionnaires gouvernementaux et de leurs associés en tant que victime de vols, d'abus de ses droits, de chantages, de violences et de mépris quotidiens.

17.- Avec l'épuisement de l'argent vénézuélien, la politique sociale quelque peu adoucie temporairement a cessé d'être efficace pour faire accepter un régime autoritaire. Pour rappel, l'argent vénézuélien a servi à promouvoir un ensemble de programmes sociaux visant principalement à se garantir une clientèle sociale. Toutefois, cela était inefficace pour réduire la pauvreté qui ne pourrait l'être que fondée sur stratégie de développement social.

18.– Le gouvernement Ortega-Murillo s'approche rapidement d'une insolvabilité politique. Ses faiblesses dépassent sa capacité à défendre son édifice. Le gouvernement est en échec. L'aggravation de la crise et l'isolement international ne sont pas dans l'intérêt de la « nouvelle classe » [coalisée] pour son maintien au pouvoir, car le gouvernement a perdu la confiance des investisseurs internationaux, de ses partenaires du secteur entrepreneurial privé, local et/ou

régional.

19.- La relation d'Ortega-Murillo avec le gouvernement des Etats-Unis est à son point le plus bas au cours des onze dernières années. D. Ortega et R. Murillo seront-ils capables d'atteindre une nouvelle « détente » avec les Etats-Unis et seront-ils aptes à réduire les contradictions stratégiques avec l'establishment politique américain et avec les « classes » (les establishments) politiques du Nicaragua et de l'Amérique centrale ?

20.- Les conseillers du gouvernement pensent qu'en faisant des réformes, ils peuvent résoudre la crise. Ce sont eux qui promeuvent la stratégie d'atterrissage en douceur, qui consiste à isoler et/ou frapper les éléments « radicaux » qui proposent le départ immédiat d'Ortega.

21.– Les éléments favorables de la sortie « en douceur » proposent des réformes électorales et pensent que des élections anticipées en 2019 [et non en 2021] constituent une voie vers une « modération » et une option « sage » afin d'éviter le chaos et le vide du pouvoir.

22.- Cependant, alors que l'Alliance Civique pour la Justice et la Démocratie (ACJD) propose un dialogue pour trouver une issue à la crise, Ortega ne parle que de guerre. En raison de la gravité de la situation, Ortega est invité depuis l'extérieur à négocier avec l'Alliance.

23.- Les forces qui poussent à prendre leur distance avec gouvernement Ortega-Murillo sont en majorité celles qui pensent qu'il pourrait découler de cet accouplement des effets négatifs dans leurs rapports avec la « communauté latino-américaine » ; quand bien même, dans un passé récent, elles lui étaient associées. Or, Ortega a besoin de la communauté internationale pour stabiliser le pays, il doit éviter l'isolement (économique, financier, politique, etc.).

24.- Cependant, Ortega n'a aucune influence pour contrer les pressions états-uniennes sur l'Organisation des Etats américains (OEA) et d'autres organismes internationaux. Le danger pour Ortega est que les Etats-Unis ont mis à l'ordre du jour de l'OEA, depuis juin 2018, la question du Nicaragua. Les Etats-Unis ont besoin de stabilité dans la région de l'Amérique centrale pour contrôler les migrations et le trafic de drogue.

25.- Les Etats-Unis ont déclaré que le gouvernement Ortega-Murillo « est en dernière instance responsable des groupes paramilitaires pro-gouvernementaux qui ont brutalisé son peuple ».

Journalistes dénonçant les menaces (Nuevo Dario)

26.- Avec la répression, Ortega croyait avoir réussi. Cependant, avec sa stratégie répressive, il a liquidé le système politique de type corporatif (grand capital et clan Ortega-Murillo) existant, il a provoqué une aversion publique, un rejet total de l'autoritarisme. Et débâcle historique pour Ortega-Murillo, cette politique a forcé les grandes entreprises à se différencier du boucher d'El Carmen [le quartier de Managua, transformé en bunker, où réside le gouvernement].

27.– Dans cette phase, dominée par l'isolement d'Ortega-Murillo, la tendance générale est marquée par l'augmentation d'une répression généralisée, la hausse du chômage et la haine de la majorité de la population pour la nouvelle classe [« orteguiste »] et ses paramilitaires

28.- Il existe également des différences entre les fractions des dominants, mais elles sont certes de l'ordre du politique et de l'économique. Toutefois, ces secteurs dominants sont placés, de facto, sous la férule du capital financier et partagent des objectifs communs. Les divisions sont aussi liées à leur histoire et à leur culture.

29.– Compte tenu de la lassitude généralisée ainsi que de l'échec du modèle Ortega-grand capital

qui a provoqué un appauvrissement de la population et qui a débouché sur cette nouvelle dictature, nous devons nous rappeler qu'il y a 40 ans, la population nicaraguayenne s'est levée en armes contre la dictature Somoza. Ce que nous avons vu depuis le 18 avril 2018 est un véritable soulèvement social et pacifique contre la nouvelle dictature Ortega-Murillo.

30.- Certains n'ont pas accepté que Ortega-Murillo représente la tentative de créer une nouvelle dynastie, ces gens n'ont pas perdu de vue la régression démocratique des onze dernières années (2007-2018) et n'ont pas accepté que s'instaure une situation similaire à celle de la dictature/dynastie Somoza.

31.- En Amérique latine et en Europe, beaucoup pensent qu'Ortega est un révolutionnaire qui pense et agit dans la foulée du processus révolutionnaire des années 1980. Aussi ceux qui, ayant une formation dogmatique dont ils n'ont pas pu se débarrasser, ont tendance à simplifier les choses : ils pensent que l'Ortega actuel est le même que l'Ortega passé. Ces « dogmatiques » – pour ne pas utiliser un autre terme – ne prennent pas en compte, avec un sérieux analytique, la nouvelle réalité sociopolitique et économique. [Au même titre ont été effacées de la mémoire les lois 85 à 87 adoptées entre le 29 mars et le 2 avril 1990 qui ont validé des appropriations de biens immobiliers par des membres des « sommets sandinistes ». Opération connue sous le nom de La Piñata, une sorte de paniers de friandises. Réd. A l'Encontre.]

32.- Ortega et le cercle intime du pouvoir ont incorporé une série d'éléments formels, ornementaux, analogues à ceux des années 1980. Et beaucoup de militants pensaient qu'une politique similaire serait mise en œuvre, tout en évitant des erreurs du passé révolutionnaire.

33.- Ortega-Murillo espérait continuer à utiliser ces éléments formels pour engourdir tous les secteurs de la société et construire la nouvelle dynastie. Mais cela a eu l'effet inverse : les « honnêtes gens » du Sandinisme historique et les secteurs sociaux émergents (étudiants et nouvelles franges paysannes) ont préféré se battre pour un Nicaragua démocratique.

34.- Si les négociations entre les différents secteurs bourgeois ne parviennent pas à un accord pour résoudre le conflit sociopolitique actuel, reste en dernier recours le seul organe militaire uni : l'armée.

35.- Aujourd'hui, après quatre mois de crise, un vaste secteur de capitalistes créoles [du pays par rapport à étranger] craint la récession et la répression aveugle. D'importantes sections de la classe dirigeante se distancient déjà ouvertement du gouvernement et ne croient pas que la solution est la ligne dure et la répression mise en œuvre jusqu'à présent. D'autres secteurs sociaux également s'expriment contre le régime.

36.- En outre, le sentiment s'accroît selon lequel le départ d'Ortega-Murillo est la seule option pour résoudre la crise actuelle. Les conditions nécessaires pour un coup d'Etat militaire s'accumulent donc, car les différentes factions ne peuvent pas conclure un pacte. Au contraire, elles commencent à craindre le danger d'un débordement du mouvement social. La seule chose qui freine cette option est la dépendance du haut commandement militaire à l'égard d'Ortega.

37.- Une autre option possible pour les différentes fractions des capitalistes réside dans la cooptation des forces populaires (paysans, étudiants et la population en général) en faveur une solution bourgeoise à la crise actuelle conforme à leur idéologie, à leur programme et à la composition des principaux cadres potentiels d'un prochain gouvernement.

38.- Bien que je ne dispose d'aucune preuve à l'appui de cette déduction politique, je pense que des secteurs du Département d'Etat américain et du Pentagone sont peut-être en train d'évaluer cette

possibilité d'un « coup militaire » – qui impliquerait une certaine collusion (ou « intelligence ») entre avec des institutions militaires de la région – afin d'éviter que la situation ne devienne incontrôlable avec des répercussions négatives pour l'ensemble de la région de l'Amérique centrale.

39.- La division présente entre les différentes fractions du grand capital aide Ortega à gagner du temps. Néanmoins la demande généralisée de justice et de démocratie nuit également aux intérêts du grand capital si la crise se prolonge pendant de nombreux mois, car la conjoncture économique ira se dégradant.

40.- Le gouvernement Ortega-Murillo n'a aucune possibilité de liquider-détruire le mouvement social sans une répression plus ample ; il ne peut pas non plus reconstruire son alliance avec le grand capital comme si rien ne s'était passé. Dans ces conditions, l'alternative d'une forme de coup d'Etat militaire apparaît comme un moindre mal pour freiner les mobilisations sociales au niveau national.

41.- Le but d'un tel coup d'Etat militaire serait d'arrêter les mobilisations et d'éviter un accord pourri entre Ortega et les partis politiques [de facto, très peu représentatifs].

42.- Le pays a besoin d'un véritable changement, et non d'un « gattopardisme » superficiel [que « tout change pour que rien ne change », selon la formule de Lampedusa]. Il est nécessaire de transformer la société en profondeur, c'est une nécessité incontournable. C'est pourquoi il est nécessaire de ne pas rester dans des exercices de simulation ou de retarder des changements de fond, pas seulement épidermiques. Les idées, les méthodes et les procédures doivent être revues.

43.- Le diagnostic est clair : pendant de nombreuses années, les différents secteurs de la société ont été marginalisés, du début à la fin, dans la mise en œuvre des décisions politiques. Il n'est pas possible de rester dans le diagnostic brut, il faut passer à des actions concrètes pour modifier le chemin et reprendre la voie du succès.

44.– Le défi du mouvement du 19 avril, dans ses différentes expressions locales, doit s'engager sur la voie d'un changement avec un programme ambitieux qui ne rejette pas les questions en suspens mais qui mette l'accent sur la modernisation. De l'autosuffisance alimentaire (un thème revendiqué) jusqu'à un engagement ferme, pour l'avenir, avec comme quatre piliers stratégiques : l'éducation-santé, la formation scientifique, la diffusion technologique adéquate et l'innovation.

45.- Un pays hétérogène comme le Nicaragua a besoin d'un parti représentatif de sa pluralité. La démocratie exige un gouvernement ayant la capacité de résoudre, mais aussi des freins et contrepoids institutionnels. Les changements sont imminents et la société nicaraguayenne s'attend à ce qu'ils soient pour le mieux. (Managua 12 août 2018 ; traduction et édition A l'Encontre)

Post-scriptum

• La communauté internationale, la Conférence épiscopale (CEN) et l'Alliance font pression pour une solution pacifique et proposent des élections anticipées. Ortega n'acceptera pas.

• Ortega n'a pris aucune mesure pour résoudre la crise. Elle se poursuit selon la logique de la répression, des persécutions et d'emprisonnement des opposants. Les mesures économiques prises par le gouvernement conduisent à une augmentation de la crise économique, du chômage, de la pauvreté et de la migration et de l'exil. Ortega a annoncé des coupes dans le budget, sauf pour la police et l'armée.

• Malgré la répression, les morts et les blessés lors du week-end dernier (11 au 12 août), les mobilisations se poursuivent. Pour demain, mercredi 15 août, il y aura des mobilisations dans 15 villes différentes. (14 août 2018)

Notre correspondant à Managua, 15 août 2018

• Traduction A l'Encontre publiée le 15 août 2018 : http://alencontre.org/ameriques/amelat/nicaragua/nicaragua-mise-en-perspective-et-conjoncture.html

---

Notes

[1] Trois partis des Pays-Bas, ayant une représentation parlementaire, soit le Parti social-démocrate, les Verts et le Parti socialiste, ont envoyé une missive, le 28 septembre 2018 Gustavo Porras, le président de l'Assemblée du Nicaragua et le dirigeant de la fraction parlementaire du FSLN. Ils y déclarent : « Nous espérons que vous (les députés sandinistes) êtes conscients du grand intérêt international pour votre action. A presque quarante ans de votre révolution, qui fut une source d'inspiration pour des millions de personnes dans le monde, elle risque de devenir une grande source d'embarras…S'il vous plaît, agissez et prenez vos responsabilités au sérieux et défendez le droit (inter)national comme vos collègues l'ont fait dans les années quatre-vingt et 90 du XX^{e} siècle ». Le 28 septembre était le jour même où le régime a déclaré illégales les manifestations civiques et a menacé d'emprisonner les personnes et les organisations qui les organisaient. (Réd. A l'Encontre)

[2] Les journalistes qui se réclament d'une certaine indépendance sont poursuivis ; des canaux de TV autonomes sont interrompus ou subissent des menaces et des « visites » de la police ; les avocats qui défendent les victimes de la répression subissent de même un harcèlement accru. De fait, se met en place un « état d'exception » : la criminalisation des activités sociales constitue une des dimensions de la caractérisation de toute protestation comme relevant du « terrorisme ». Un exemple est fourni par l'arrestation d'une femme âgée de 78 ans, connue comme Doña Coquito,qui distribuait de l'eau à des manifestants, en fait pour gagner sa vie, comme elle l'a raconté : « Ils m'ont appelée vieille brigande et m'ont jetée dans la camionnette comme si j'étais un cochon. » Voilà à quoi peuvent servir les 20'000 « gardiens de l'ordre » – en additionnant les policiers et les militaires et paramilitaires – pour créer un climat d'incertitude et de contrôle socio-policier.

Malgré les mesures prises par le régime plus qu'autoritaire d'Ortega-Murillo, des initiatives de protestation continuent. Il y a eu un appel à une grève des achats de 24 heures, lancée le 1er octobre, portant aussi bien sur les boissons gazeuses, le tabac, la bière que sur le rhum. Le sens de cet appel – relayé par des organisations sociales et des militants représentatifs tels que l'étudiant Jean Carlo López et la leader paysanne Francisca Ramírez (les deux ayant un statut de réfugié) – était expliqué de la sorte : diminuer les ressources des impôts indirects (sorte de TVA) captées par le gouvernement et utilisées pour la répression. Ce jeudi, plus de 10 organisations et mouvements sociaux, réunis dans une alliance appelée Unidad Nacional Azul y Blanco, ont annoncé un plan d'actions, quand bien même la police a déclaré que « toute manifestation qui n'a pas l'agrément des autorités policières est illégale ».

Un sondage publié le 26 septembre, effectué entre le 6 et le 18 septembre sur un échantillon de 1200 familles réparties sur tout le territoire national, avec une marge d'erreur limitée (niveau de confiance 95%), donnait les résultats suivants : en mai 2018, 57% des personnes interrogées exigeaient le départ d'Ortega-Murillo ; en septembre, 61%. Des élections anticipées qui se réaliseraient en 2019 étaient demandées par 60% des personnes interrogées. L'échéance

formelle pour de nouvelles élections se situe en novembre 2021 et le mandat présidentiel prend formellement fin en 2022. (Réd. A l'Encontre).

[3] Society for Worlwide Interbank Financial Telecommunications (Swift) est un réseau possédé par les banques qui sert aux échanges interbancaires mondiaux ; plus de 7000 institutions y sont raccordées dans 192 pays. Sur la crise économique : une des ressources importantes du pays, le tourisme, compte une perte de 600'000 visiteurs, 80% des petits hôtels ont cessé leurs activités et la destruction d'emplois qui en découle est estimée à 40'000. La perte en devises est estimée à 400 millions de dollars. Le secteur de la distribution de biens de consommation est le plus touché, selon le dernier rapport, en date de juillet 2018, de la Fondation nicaraguayenne pour le développement économique. (Réd. A l'Encontre)

[4] La répression et la « surveillance policière » serrée, les délations organisées, les menaces, les arrestations en nombre, l'exil marquent une phase de récupération du régime, certes dans un contexte de crise économique accentuée et d'isolement au plan « géopolitique ». Toutefois, les marches continuent et seul le déploiement agressif des forces policières bloque leur développement, mais ne peut les arrêter. La peur existe, mais ne paralyse pas, d'autant plus que la revendication de libération des prisonniers politiques s'affirme avec détermination. (Réd. A l'Encontre)

[5] Le 28 août, Rosario Murillo a annoncé la tenue de l'acte commémoratif du 2 septembre. Le 2 septembre 1979, l'Armée populaire sandiniste a occupé la place de la Garde nationale de la dictature de Somoza. En 1995, sous la présidence de Violeta Chamorro, elle a été transformée en Armée nationale du Nicaragua. Lors de son discours, en présence de Daniel Ortega et Rosario Murillo, le général Julio Cesar Avilés a souligné que l'armée « a protégé 200 objectifs stratégiques vitaux pour le fonctionnement du pays. Cela afin d'éviter que soit affectée la distribution d'énergie, d'eau potable et le fonctionnement des communications, depuis le 20 avril ».Autrement dit, deux jours après le début de la rébellion citoyenne pacifique. De facto, son discours validait la narration officielle du gouvernement Ortega-Murillo selon laquelle il faisait face à « une tentative de coup d'Etat ». Avilés, pour la première fois, affirma publiquement que « l'armée fut déterminante pour rétablir la paix et mettre fin à la spirale de violence ».

Le déploiement du drapeau du FSLN, à l'occasion d'une telle manifestation, avait pour fonction de traduire la subordination au gouvernement Ortega-Murillo de l'armée. Cette « commémoration » servit aussi à accorder de nouveaux grades à 223 officiers.

Selon Elvira Cuadra, analyste des questions de sécurité, l'involution de la position de l'armée peut être mesurée par le simple fait qu'elle a complètement tourné le dos à une de ses tâches primordiales, désarmer les paramilitaires. Et cela pour trois raisons : les exigences constitutionnelles, le principe d'agir face aux violations des droits humains et, enfin, la « façon dont elle va passer à l'histoire » comparativement à l'Armée populaire sandiniste. (Réd. A l'Encontre)], dont l'origine réside dans l'Armée populaire sandiniste, fondée par des jeunes issus des tranchées de la lutte contre la dictature somoziste, soutenus par un peuple héroïque et combatif.

• En raison de la position adoptée par l'actuelle armée, qui se trouve sous les ordres de l'actuel chef, le général Julio César Avilés, ont été trahies les valeurs authentiques héritées des centaines de combattants qui ont sacrifié leur jeunesse à la consolidation d'une armée du peuple. Ces combattants ont vu tomber de remarquables camarades lors de la défense du peuple du Nicaragua [contre la Contra].

Le silence face aux tueries [[Selon le dernier rapport, datant du 5 septembre, de l'ANPDH, Association nicaraguayenne pour les droits de l'Homme,le bilan de la répression du

gouvernement Ortega-Murillo s'élève à 481 morts, 3962 blessés, dont 96 à vie, 1225 disparus. (Réd. A l'Encontre)

[6] Dans un entretien accordé à l'agence de presse espagnole EFE le 4 septembre, Daniel Ortega nie l'existence de paramilitaires et affirme : « Nous ne détenons pas de prisonniers politiques, ceux qui ont été arrêtés l'ont été pour des crimes commis contre le peuple. » (Réd. A l'Encontre)

[7] Hugo Torres Jimenez, suite à la célébration du 2 septembre, a déclaré que, dans le discours tenu à cette occasion par le général Avilés, « ressortait une position et aseptisée du chef de l'armée qui n'a pas sa place dans la situation présente… C'est un discours qui ignore la réalité du pays… [Torres mentionne le nombre de morts, d'emprisonnés, etc.] un discours qui est en dehors de toute rationalité parce qu'il apparaît comme un discours à propos d'un autre pays et non pas du Nicaragua actuel ». (Réd.A l'Encontre)

[8] Le rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations unies datant du 28 août 2018 peut être lu en langue espagnole sur le site de cette institution. https://www.ohchr.org/Documents/Countries/NI/HumanRightsViolationsNicaraguaApr_Aug2018_SP.pdf

[9] Ces « expropriations » n'entrent pas dans un processus de réforme agraire, mais participent d'une « distribution » de biens à une clientèle politique, de la constitution de casernes pour des actions des paramilitaires (par exemple dans le département de Nueva Segovia) ainsi que d'instrument politique dans la gestion des tensions avec le secteur du capital agraire. Une interprétation qui y verrait un processus de « réforme agraire » serait aussi inadéquate que celle qui attribuait un tel projet à la « distribution des terres » par Mugabe au Zimbabwe en 2002. (Réd. A l'Encontre)

[10] Le Groupe Interdisciplinaire d'Experts Internationaux (GIEI), lors d'une conférence de presse tenue à Managua le jeudi 16 août, a dénoncé la décision du gouvernement de Daniel Ortega de lui interdire l'accès à toute information concernant la Cour suprême, le ministère de l'Intérieur, la police nationale, le ministère de la Santé afin d'établir les crimes dénoncés pour la période allant du 18 avril au 30 mai. La Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) a fait le même constat. (Réd. A l'Encontre)

[11] Des listes de personnes tuées, avec noms et prénoms, circulent largement sur les réseaux sociaux et démentent les affirmations du gouvernement. (Réd A l'Encontre)